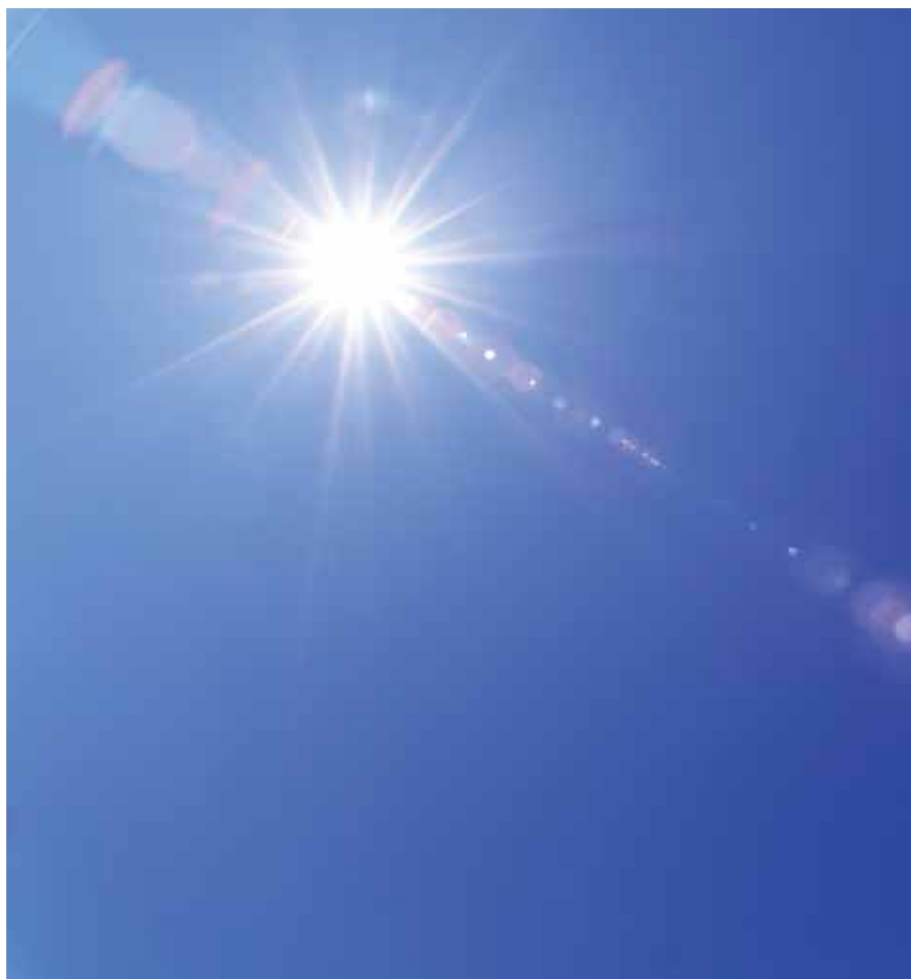


Développer l'excellence



iidd

- 1 Notre vision et notre mission
- 2 Message du président et message du président-directeur général
- 4 Conseil d'administration de l'IIDD
- 5 L'équipe de l'IIDD
- 6 Réflexion invitée : Explorer l'Initiative pour une économie verte
- 8 Opinion : Que s'est-il passé entre la promesse et la réalisation?
- 9 Promouvoir la conservation tenant compte des conflits en Afrique
- 12 Prendre le pouls avant Copenhague
- 16 Biens et services écologiques
- 18 Réseautage social
- 19 L'IIDD rend compte de la durabilité en fonction des personnes
- 20 Rapports de programme
- 32 La campagne de capitalisation avance à grands pas
- 33 Prochaines étapes essentielles
- 35 Bilan consolidé de l'IIDD



161 Portage Avenue Est
6^e étage
Winnipeg (Manitoba)
Canada R3B 0Y4
Tél. : +1 (204) 958-7700
Télec. : +1 (204) 958-7710

MIE 2
9, chemin de Balxert
1219 Châtelaine
Genève, Suisse
Tél. : + (41-22) 917-8683
Télec. : + (41-22) 917-8054

340, rue Albert
Pièce 710
Ottawa (Ontario)
Canada K1R 7Y6
Tél. : +1 (613) 238-2296
Télec. : +1 (613) 238-8515

300 East 56th Street
#11A
New York, New York
10022 USA
Tél. : +1 (646) 536-7556
Télec. : +1 (646) 219-0955

iidd Institut international du développement durable
International Institute for Sustainable Development

Imprimé au Canada
© Institut international du développement durable
Direction éditoriale : Stuart Slayen, gestionnaire,
Publications et communications, IIDD
Conception : 23 Below Graphic Design
Traduction (anglais au français) : Sylvie Sabourin
Correction d'épreuve (anglais) : Lael Dyck
Photo de couverture : iStockphoto
Impression : Premier Printing, Winnipeg (Manitoba)

Courriel : info@iisd.ca Site Web : <http://www.iisd.org>
Site Web des Services d'information : <http://www.iisd.ca>

Notre vision et notre mission

L'IIDD contribue au développement durable en formulant des recommandations sur les politiques concernant le commerce les investissements internationaux, les politiques économiques, les changements climatiques, la mesure et l'évaluation, la gestion des ressources naturelles, et le rôle habilitant des technologies de l'information dans ces domaines. Nous rendons compte des négociations internationales et partageons le savoir que nous avons acquis lors de projets collaboratifs. Cela se traduit par une recherche plus rigoureuse, un développement des capacités dans les pays en développement, des réseaux de meilleure qualité entre le Nord et le Sud ainsi que de meilleures connexions mondiales entre les chercheurs, praticiens, citoyens et décideurs.

L'IIDD a pour vision un mieux-vivre durable pour tous, et pour mission d'assurer un avenir durable aux sociétés en favorisant l'innovation. L'IIDD est un organisme de bienfaisance enregistré au Canada, et visé par l'alinéa 501(c)(3) de l'*Internal Revenue Code* des États-Unis. Il bénéficie de subventions de fonctionnement de base du gouvernement du Canada, qui lui sont versées par l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) et Environnement Canada, ainsi que du gouvernement du Manitoba. Des fonds de projets lui sont également accordés par différents gouvernements, au Canada comme à l'étranger, des organismes des Nations Unies, des fondations et des entreprises privées.

Notre portée Nos listes d'envoi

L'IIDD exploite un certain nombre de listes d'envoi auxquelles sont abonnées des gens du monde entier. Nous avons maintenant environ tout 100 000 abonnés. Pour en apprendre plus sur nos listes et vous y abonner, veuillez visiter l'adresse suivante : <http://www.iisd.org/maillinglists.asp>.



Publications et médias

Au cours de l'année civile 2008, sans compter les documents publiés par les services d'information, l'IIDD a affiché 106 livres, article, commentaires, brochures, extraits et contributions à d'autres publications. On peut les retrouver à l'adresse suivante : <http://www.iisd.org/publications>. Au cours de la même période, selon les recherches de l'IIDD, l'Institut ou son personnel ont été mentionnés plus de 100 fois dans les médias canadiens et internationaux. Veuillez consulter la page suivante : http://www.iisd.org/media/iisd_media_hits.asp.



Nos sites Web

Du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009, l'IIDD a constaté un volume élevé de visites de deux de ses principaux sites Web : le site de recherche à l'adresse <http://www.iisd.org> et le site Web « Linkages » de nos Services d'information à l'adresse <http://www.iisd.ca>. Environ 483 000 documents en pdf ont été demandés sur le site www.iisd.org et 357 000 ont été demandés sur le site www.iisd.ca.

Les mesures susmentionnées ne sont qu'une illustration sélective de la portée des travaux de l'Institut. Nous pouvons également évaluer notre portée en tenant compte des ateliers et des conférences que nous organisons et auxquels nous participons chaque année, des nombreuses réunions en personne que nous avons avec les décideurs et nos partenaires, de notre présence permanente pour rendre compte des réunions internationales, des stagiaires que nous plaçons dans le monde entier, et de l'affichage de nos documents sur d'autres sites Web que le nôtre et dans des blogues.

Message du président

Il serait profondément erroné de décrire l'année écoulée entre le présent rapport annuel et celui de l'année dernière comme une année normale. Elle a été marquée par de vastes et profonds changements, de l'élection du premier président africain-américain des États-Unis à l'effondrement de l'économie mondiale, en passant par la perte de milliards de dollars et la disparition des marchés, la chute d'icônes du monde financier et commercial ainsi que la perte de millions d'emplois, cause de graves difficultés et d'un glissement fondamental de l'opinion publique quant aux capacités de soutien des gouvernements et des dirigeants commerciaux et financiers. Ajoutez tout ceci à la récente pandémie de grippe, à la dégradation permanente de l'environnement et à d'autres facteurs, et la fragilité de notre monde devient manifeste.

Au cœur du déroulement effréné de tous ces événements, l'IIDD continue à axer ses efforts sur les éléments fondamentaux de sa vision : « Un mieux vivre durable pour tous ». Nous avons pour mission de soutenir l'innovation pour permettre aux sociétés de vivre de façon durable. Frappée de plein fouet par les défis économiques, sociaux et environnementaux, cette mission, bien que formulée simplement, est complexe, diversifiée et cruciale. Tous s'accordent sur son urgence, mais la façon dont nous fixons les priorités, établissons des objectifs et affectons les ressources nécessaires pour les atteindre font l'objet d'échanges passionnés et parfois même houleux. La haute direction de l'Institut et son conseil d'administration se partagent la responsabilité de l'obtention d'une vaste assiette de soutien financier, du renouvellement des programmes et du financement de base pour garantir l'excellence et la permanence des recherches, ainsi que celle de l'obtention de nouveaux outils pour faire correspondre les talents et le savoir-faire avec les objectifs que nous nous sommes fixés.

Le succès de l'IIDD dépend de ses six programmes : Commerce et investissement, Gestion durable des ressources naturelles, Mesure et évaluation, Changements climatiques et énergie, Connectivité mondiale, Services d'information. Les efforts fournis dans le cadre de ces programmes font l'objet de ce rapport, et de plus amples renseignements sont disponibles sur le Web. Nos programmes sont divers mais sont tous précisément axés sur le résultat



Daniel Gagnier,
Président, conseil d'administration



final qu'est la promotion des pratiques, marchés et collectivités durables.

Je souhaite reconnaître ici les apports de nos bailleurs de fonds de base et autres donateurs. L'année dernière, ils ont soutenu notre mission malgré la situation économique difficile. Les gouvernements du Manitoba et du Canada soutiennent fidèlement nos travaux et, depuis quelques années, un certain nombre de gouvernements de divers pays se sont joints au financement de projets ou de recherches importants à l'égard des efforts qu'ils déploient pour relever leurs propres défis en matière de développement durable. Leur engagement nous inspire et nous motive tous. Le fait est que maints projets entrepris par nos chercheurs de renommée mondiale ne pourraient être réalisés sans les apports financiers et en nature dont ils bénéficient. J'aimerais tout particulièrement reconnaître le généreux soutien de Manitoba Hydro, sans lequel notre nouveau Centre d'innovation pour l'eau n'aurait pu voir le jour.

Notre personnel est un autre ingrédient clé de notre succès permanent. Nos experts, universitaires et gestionnaires ainsi que notre personnel de soutien sont les fondations sur lesquelles est bâti notre Institut. Cette équipe exceptionnelle est renforcée par un conseil d'administration international enthousiaste et chevronné.

Pour conclure, je reconnais le leadership exemplaire de David Runnalls, notre président et directeur général. Son enthousiasme, son énergie, ses relations à l'échelle mondiale et sa curiosité intellectuelle continuent à stimuler nos efforts tout en les dirigeant.

La conférence sur le climat qui aura lieu à Copenhague en décembre 2009 pourrait bien être la réunion internationale la plus importante des 50 dernières années. L'urgence est presque à son comble. Chaque semaine apporte les échos alarmants de la fonte de la calotte polaire, de l'inlandsis de l'Antarctique occidental ou du pergélisol du Nord du Canada et de la Sibérie. Chaque semaine apporte les échos du refus de nos dirigeants politiques de prendre les considérables mesures nécessaires pour réduire les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020.

Il y a maintenant plus de 20 ans, la Commission Brundtland a prouvé que les changements climatiques découlent de politiques énergétiques dysfonctionnelles, et sont donc essentiellement un problème économique. En 2006, Nicholas Stern a indiqué que le coût de l'inaction pourrait atteindre 10 p. 100 du PNB mondial, attirant alors non plus seulement l'attention des ministres de l'Environnement mais aussi celle des ministres des Finances et des chefs de gouvernements. Les changements

climatiques sont aujourd'hui un enjeu mondial politique et économique de première importance. La pression est intense et l'issue de la conférence pourrait bien être décevante.

L'IIDD sera l'un des principaux participants à cette conférence. Il incombera à notre équipe du *Bulletin des négociations de la Terre* de rendre compte des discussions objectivement et à la minute près. Depuis le Sommet de la Terre de 1992, le BNT a assisté à toutes les négociations sur les changements climatiques. Nous couvrirons également certaines des nombreuses manifestations parallèles qui auront lieu dans la capitale danoise.

La tentation grandit pour les décideurs dans le domaine climatique d'avoir recours au protectionnisme, particulièrement pour empêcher les importations en provenance des pays en développement. Notre équipe du programme Changements climatiques a joint ses forces à celles du programme Commerce et investissement pour élaborer un projet d'avant-garde sur les relations entre les changements climatiques et le commerce. Elle a également collaboré avec les pays en développement pour les aider à faire face aux effets des changements survenus dans le climat. Un projet réalisé conjointement avec The Energy and Resources Institute en Inde a aidé à élaborer des politiques locales souples en vue de l'adaptation aux défis posés par les changements climatiques. Avec notre programme Gestion durable des ressources naturelles, ils ont élaboré une série de publications sur les effets des changements climatiques sur la sécurité de régions sensibles telles que le Moyen-Orient.

Nous participons depuis longtemps aux discussions nationales au sujet des changements climatiques et avons de proches relations de travail avec le Manitoba, notre province d'attache, ainsi qu'avec d'autres provinces canadiennes auxquelles nous apportons notre aide pour l'élaboration de leurs stratégies climatiques. Nous sommes le seul groupe de recherche canadien invité à assister aux Réunions des Parties de la Western Climate Initiative (Initiative régionale de l'Ouest concernant le climat) à laquelle participent sept États et quatre provinces canadiennes, soit la Colombie Britannique, le Manitoba, l'Ontario et le Québec. Nous offrons en outre des conseils d'experts au sujet de la compétitivité, une reconnaissance de la nécessité de mesures précoces et la conception d'instrument de réglementation. C'est d'ailleurs en Amérique du Nord que nous espérons constater des progrès. L'administration Obama donne déjà des signes prometteurs et nous surveillons de près les progrès réalisés à l'égard du projet de loi Waxman-Markey sur l'énergie propre aux États-Unis alors que nous continuons à offrir des conseils au gouvernement canadien.

Les changements climatiques ne font que commencer, et le succès repose dans les solutions à long terme. Cependant, les nouvelles données scientifiques nous indiquent que nous devons réduire considérablement les émissions au cours des 10 à 15 prochaines années avant qu'il ne soit trop tard. Il est vital que la conférence de Copenhague soit un succès.



Message du président-directeur général

David Runnalls, Président-directeur général



Conseil d'administration de l'IIDD, 2008-2009



Daniel Gagnier
Chef de cabinet du
Premier ministre du Québec
(Canada)



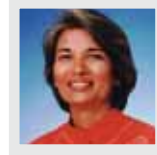
David Runnalls
Président-directeur
général IIDD
(Canada)



Stephanie Cairns
Directrice, Wrangellia
Consulting
(Canada)



James Carr
Président-directeur général,
Business Council of Manitoba
(Canada)
À la retraite en juin 2008



Angela Cropper
Sous-secrétaire générale et
directrice exécutive adjointe, PNUE
(Trinité-et-Tobago)
À la retraite en juin 2008



John Forgách
Président, Equator LLC
(Brésil)



Roger Gibbins
Président-directeur général,
Canada West Foundation
(Canada)



Chuck Hantho
Président du Conseil
d'administration, Hamilton
Utilities Corporation (Canada)
À la retraite en juin 2008



**Laxanachantorn
Laohaphan**
Vice-présidente des Affaires
internationales, Chulabhorn
Research Institute (Thaïlande)



Charles Loewen
Président-directeur général,
Loewen Windows
(Canada)



Måns Lönnroth
Ancien directeur général de
Mistra, la fondation suédoise pour
la recherche stratégique
environnementale (Suède)



Claude Martin
Conseiller honoraire et ancien
directeur général,
WWF-International
(Suisse)



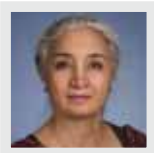
Gordon McBean
Directeur des études de
politique, Institut de
prévention des sinistres
catastrophiques (Canada)



Patricia Moles-Rivero
Gestionnaire de pays pour
le Brésil, Petra Foods Pte.
(Brésil)
Élue en juin 2008



Mark Moody-Stuart
Président, Anglo American plc
(Royaume-Uni)



Khawar Mumtaz
Shirkat Gah Women's
Resource Centre
(Pakistan)



Maureen O'Neil
Présidente-directrice
générale, Fondation canadienne
de la recherche sur les
services de santé (Canada)
Élue en juin 2008



Mohamed Sahnoun
Ambassadeur, Conseiller
spécial du Secrétaire Général
pour l'Afrique
(Algérie)



Bruce Sampson
Ancien vice-président de
Sustainability, BC Hydro
(Canada)



Bruce Schlein
Vice-président, Affaires
environnementales, Citi
(USA)
Élu en juin 2008



Vicky Sharpe
Présidente-directrice
générale de Technologies du
développement durable du
Canada (Canada)
Élue en juin 2008



Emöke Szathmáry
Présidente émérite et
professeure, Université du
Manitoba (Canada)
Élue en juin 2008

Conseillers de l'extérieur

Paul Vogt, Greffier du Conseil exécutif,
province du Manitoba
Jane Gray, Directrice exécutive,
Direction générale des initiatives sur
les changements climatiques et la
Stratégie verte, ministère des Sciences,
de la Technologie, de l'Énergie et des
Mines du Manitoba
Jusqu'en mai 2008
Maureen O'Neil, Présidente, Centre de
recherches pour le développement
international
Élue au Conseil en juin 2008

Robert Greenhill, Président, Agence
canadienne de développement
international
Jusqu'en juin 2008
Margaret Biggs, Présidente, Agence
canadienne de développement
international
À partir de juin 2008
Michael Horgan, Sous-ministre,
Environnement Canada
Jusqu'en juin 2008
Ian Shugart, Sous-ministre,
Environnement Canada
À partir de juillet 2008



Tensie Whelan
Directrice exécutive,
Rainforest Alliance
(États-Unis)



Milton Wong
Président, Perceptronix
(Canada)

Membres distingués

Art Hanson
Jim MacNeill
Président émérite
Maurice Strong

Président fondateur

Lloyd McGinnis

Amis de l'Institut

Gro Harlem Brundtland
Gary Filmon
José Goldemberg
Jim MacNeill
Brian Mulroney
Sir Shridath Ramphal
Maurice Strong

L'équipe de l'IIDD

L'équipe de l'IIDD est un groupe diversifié composé de personnes talentueuses et motivées provenant du monde entier. Avec des bureaux à Winnipeg, Genève, Ottawa et New York, l'IIDD est un réseau chamarré et international de personnel, associés, experts-conseils et jeunes stagiaires qui apportent chacun à nos travaux leurs propres et uniques expériences, points de vue et énergie. Les personnes suivantes ont travaillé pour l'IIDD en 2008-2009.

Personnel

Javed Ahmad
 Heather Anderson
 Jocelyn Andrew
 Rod Araneda
 Sue Barkman
 Lori Beattie
 Livia Bizikova
 Oli Brown
 Carolee Buckler
 Johnvee Calaguian
 Christopher Charles
 Diane Conolly
 Alec Crawford
 Heather Creech
 Dennis Cunningham
 Ramon Dator
 Brian Davy
 Fariba Di Benedetto-Achtari
 John Drexhage
 Lael Dyck
 Cindy Filliettaz
 Janice Gair
 Philip Gass
 Bill Glanville
 Jenny Gleeson
 Vicky Goodall
 Langston James ("Kimo")
 Goree VI
 Karen Goulding
 Rick Groom
 Richard Grosshans
 Mark Halle
 Anne Hammill
 Jennifer Hirschfeld
 Tammy Karatchuk
 Tara Laan
 Colleen Lane
 Sylvia Lehmann-Weilenmann
 Grace Lorusso
 Jason Macki
 Jason Managire
 Clarita Martinet-Fay
 Stacy Matwick
 Matthew McCandless
 Christina Moffat
 Elias Mukozi
 Lisa Muirhead
 Rachael Muller
 Diego Noguera
 Laura Normand
 Jo-Ellen Parry
 Nona Pelletier
 Oshani Perera
 Evan Peters
 Jacqueline Pilon
 László Pintér
 Michael Ratcliffe
 Béatrice Riché
 Dimple Roy
 Marlene Roy

David Runnalls
 Christa Rust
 Maja Schmidt-Thomé
 Kathleen Sexsmith
 Ian Seymour
 Richard Sherman
 Stuart Slayen
 Chris Spence
 Adam Stetski
 Darren Swanson
 Flavia Thomé
 Charles Thrift
 Henry Venema
 Tim Verry
 Tony Vetter
 Damon Vis-Dunbar
 Vivek Vooora
 Debbie Watkins
 Shannon Wentz
 Peter Wooders
 Huihui Zhang

Associés

Mark Anielski
 Graham Ashford
 Stephan Barg
 Jane Barr
 Pamela Chasek
 Aaron Cosbey
 Peter Dickey
 Frédéric Gagnon-Lebrun
 Maryline Guiramand
 Peter Hardi
 Rochelle Harding
 Tony Hodge
 Stefan Jungcurt
 Tara Laan
 Donald J. MacLean
 Nancy MacPherson
 Sheldon McLeod
 Robert McLeman
 Mahnaz Malik
 Howard Mann
 Fiona Marshall
 Alanna Mitchell
 Deborah Murphy
 Norman Myers
 Adil Najam
 Jean Nolet
 Bryan Osborne
 Leslie Paas
 Jiahua Pan
 Jean Perras
 James A. Perry
 Jason Potts
 Dale Rothman
 Daniel Rubenstein
 David Sawyer
 Cory Searcy
 Sabrina Shaw
 Ron Steenblik

Natalie Swayze
 Neal Thomas
 Dagmar Timmer
 Dennis Tirpak
 Stephen Tyler
 Terri Willard
 Chris Wunderlich

Membres honoraires senior

Keith Bezanson
 Brian Davy
 Richard Matthew
 Adil Najam
 Ola Ullsten

Personnel des Services d'information de l'IIDD

Soledad Aguilar
 Oluwatomilola Akanle
 Karen Alvarenga
 Asheline Appleton
 Melanie Ashton
 Graeme Auld
 Ingrid Barnsley
 Paula Barrios
 Nienke Beintema
 Dan Birchall
 Alice Bisiaux
 Robynne Boyd
 Douglas Bushey
 Suzanne Carter
 Claudio Chiarolla
 Alexandra Conliffe
 Deborah Davenport
 Franz Dejon
 Rado Dimitrov
 Daniela Diz Pinto
 Peter Doran
 Norma Erendira Garcia
 Angeles Estrada
 Socorro Estrada
 Glen Ewers
 Renata Foltran
 Bo-Alex Fredvik
 Anders Goncalves da Silva
 Leonie Gordon
 Maria Gutierrez
 Reem Hajjar
 Sikina Jinnah
 Sarah Stewart Johnson
 Twig Johnson
 Harry Jonas
 Hal Kane
 Resson Kantai
 Tallash Kantai
 Pui Khemaros
 Pia Kohler
 Kati Kulovesi
 Aaron Leopold
 Kate Louw

Pak Low
 Jonathan Manley
 William McPherson
 Leila Mead
 Marie-Annick Moreau
 Amber Moreen
 Miquel Muñoz
 Wagaki Mwangi
 Wangu Mwangi
 Laurel Neme
 Kate Neville
 Diego Noguera
 Olivia Pasini
 Gmelina Ramirez
 Keith Ripley
 Anne Roemer-Mahler
 Tatjana Rosen
 Renata Rubian
 Laura Russo
 Lisa Schipper
 Maja Schmidt-Thomé
 Nicole Schabus
 Mark Schulman
 Anna Schulz
 Ari Shapiro
 Sabrina Shaw
 Matt Sommerville
 Markus Staas
 Jessica Templeton
 Claudia ten Have
 Elsa Tsioumani
 James Van Alstine
 Cecilia Vaverka
 Andrey Vavilov
 Ingrid Visseren
 Lynn Wagner
 Nancy Williams
 Peter Wood
 Kunbao Xia
 Yulia Yamineva

Stagiaires

Joel Benoit
 Lisa Cyr
 Jaclyn Daitchman
 Samantha Darling
 Meghan Doiron
 Jennifer Dunn
 Faiza Farah
 Tim Holland
 Jessica Kotierk
 Mathew McBurney
 Michael McNulty
 Simon Michaud
 Allison Paul
 Felisa Ponce-Tamayo
 Suryapratim Roy
 Alexandra Winton

Le lien entre crise et débouchés

Explorer l'Initiative pour une économie verte

Les crises alimentaire, des carburants et financière ont servi de pressant rappel que le monde évolue de façon fondamentalement non durable.

Les changements climatiques et l'imminente rareté des ressources naturelles font également une rapide apparition. Nous poussons les limites de ce que nous pouvons faire subir à notre planète... si nous ne les avons déjà excédées.

Nous avons en même temps constaté un phénomène tout à fait extraordinaire : presque du jour au lendemain, des mesures de stimulation d'une valeur de 3 billions de dollars américains ont été mises en place pour faire face à la crise économique.

Reste à savoir si ces montants seront dépensés pour paver la voie vers une économie verte à faible rendement en carbone et fondée sur une utilisation efficace des ressources; économie qui réponde non seulement aux multiples défis actuels mais à ceux que l'on commence à déceler en matière de durabilité.

Cela inclut la possibilité d'obtenir un emploi, pour les 1,3 milliard de personnes sous-employées ou au chômage ainsi que pour le demi milliard qui se joindront à eux dans les dix prochaines années.

Le PNUE, en collaboration avec des économistes, la société civile, la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, l'Organisation de coopération et de développement économiques et plus de 20 organes de l'ONU, a examiné les possibilités de répartition des mesures de stimulation d'une valeur de 750 millions de dollars américains, soit environ 1 p. 100 du PNB mondial, dans des investissements environnementaux.

Les experts concluent que si elles sont imputées à cinq secteurs, soit l'énergie renouvelable, le transport durable, l'agriculture écologique, l'infrastructure écologique, et l'efficacité énergétique, ces sommes, combinées avec des mécanismes de marché novateurs, pourraient aider à instiller un renouveau dans l'économie mondiale et à créer de nouveaux emplois tout en intensifiant la lutte contre les changements climatiques, la dégradation environnementale et la pauvreté.

L'utilisation de l'énergie dans les bâtiments est un bon exemple d'une approche de « nouvelle donne écologique » de l'économie verte. L'utilisation des technologies existantes permettrait de la réduire rentablement de 80 p. 100.

Des investissements supplémentaires dans ce secteur non seulement stimuleraient la reprise des industries de la construction et de celles qui leur sont connexes, ils pourraient également générer des dizaines de



millions d'emplois, dont un nombre estimé entre 2 et 3,5 millions d'emplois verts en Europe et aux États-Unis, avec des possibilités encore supérieures dans les pays en développement tels que la Chine et le Mexique.

L'agriculture biologique, dans le cadre d'une stratégie globale d'agriculture durable est un autre exemple, bien qu'il puisse être contre-intuitif. Elle était peut-être considérée comme un luxe réservé aux riches par le passé. Cependant, une étude récente réalisée par le PNUE et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement était axée sur 114 exploitations agricoles à petite échelle dans quelque 20 pays d'Afrique qui ont adopté des systèmes biologiques.

Les récoltes ont doublé en moyenne et ont augmenté de plus de 120 p. 100 en Afrique orientale notamment parce que la présence de quantités supérieures de matières organiques dans le sol a prolongé la saison de croissance.



2

Le rendement du capital investi dans l'eau est également élevé. Seulement 15 milliards de dollars par an pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement de réduction de moitié d'ici 2015 du nombre de personnes n'ayant aucun accès durable à de l'eau salubre et à des infrastructures de base d'assainissement pourraient générer des avantages économiques mondiaux annuels d'une valeur de 38 milliards de dollars dont 15 milliards en Afrique subsaharienne.

Et qu'en est-il des investissements dans les infrastructures écologiques? Un réseau mondial de régions marines protégées comportant la fermeture de 20 p. 100 de l'ensemble des lieux de pêche pourrait alimenter des pêcheries d'une valeur de 80 à 100 milliards de dollars par an tout en assurant l'avenir de 27 millions d'emplois connexes à la pêche et en créant un million supplémentaire dans des domaines tels que la conservation.

L'Initiative pour une économie verte prend de l'ampleur dans de nombreux pays dont la Chine, le Japon, la République de Corée et les États-Unis.

La République du Rwanda est un exemple de nation africaine qui a fait le lien entre la crise et les débouchés, de pair avec des défenseurs de longue date tels que le Costa Rica en Amérique centrale.

En ce qui concerne le Rwanda, le pays investit maintenant dans ce qui pourrait s'avérer être le plus grand projet solaire du continent tout en engageant son économie sur une voie moins polluante, y compris en améliorant l'efficacité énergétique dans l'agriculture qui emploie plus de la moitié de la population.

Le Costa Rica non seulement a été l'un des précurseurs de l'écotourisme et du paiement pour les services écosystémiques, y compris le versement de fonds aux agriculteurs en amont par les sociétés productrices d'hydroélectricité pour qu'ils préservent les forêts, mais il s'est fixé l'objectif de posséder l'une des premières économies ne produisant aucune émission d'ici le début des années 2020.

Les changements climatiques constituent peut-être l'exemple le plus évident de la façon dont les modèles économiques non durables du passé risquent de ne pas être adaptés à l'avenir.

La lutte contre ces changements constitue en outre les mesures de stimulation les plus importantes et complètes allant de la réduction de la dépendance par rapport à des ressources limitées à l'approvisionnement en énergie propre des 2 milliards de personnes qui n'y ont pas encore accès.

La lutte contre les changements climatiques signifie également de nouveaux genres d'emplois dans les domaines de l'énergie renouvelable et de la conservation, jusqu'à l'élaboration de nouvelles façons de gérer l'infrastructure écosystémique de la planète, y compris les forêts, les pâturages, les sols et peut-être même un jour les océans, et de payer les services qu'elle fournit.

Depuis plusieurs décennies, l'IIDD est l'un des pionniers de la pensée novatrice, il inspire des options de politique concernant le développement durable et est l'un des partenaires et partisans du PNUE.

L'Initiative pour une économie verte fait partie de l'évolution logique de ce riche legs et constitue peut-être une réelle possibilité de réaliser le changement profond qui permettra à l'avenir à entre 6 et 9 milliards de personnes de cohabiter dans la prospérité, la productivité et la paix.

« Les experts concluent que si elles sont imputées à cinq secteurs, [...] ces sommes, combinées avec des mécanismes de marché novateurs, pourraient aider à instiller un renouveau dans l'économie mondiale et à créer de nouveaux emplois tout en intensifiant la lutte contre les changements climatiques, la dégradation environnementale et la pauvreté. »

1 Sol d'un vignoble traité avec un engrais biologique. L'agriculture biologique est prometteuse car les récoltes continuent à augmenter, écrit Achim Steiner. iStockphoto.

2 Deux ingénieurs devant une centrale géothermique. La lutte contre les changements climatiques créera des emplois dans le domaine des énergies propres, écrit Achim Steiner. iStockphoto.

Achim Steiner, Secrétaire Général adjoint des Nations Unies et Directeur Exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)



« La voie non durable sur laquelle se trouve notre monde nous désespère tous et c'est comme une bouffée d'espoir lorsque nos dirigeants reconnaissent le défi et jurent solennellement de changer de cap. »

Que s'est-il passé entre la promesse et la réalisation?



En 2000, les chefs d'État mondiaux se sont rencontrés à New York lors du Sommet du millénaire. Confrontés à des preuves croissantes de pauvreté, de maladie, d'injustice et de violence à l'échelle mondiale, ils ont fait une série de promesses solennelles; huit pour être exact. Ce sont les objectifs du Millénaire pour le développement; un ensemble d'objectifs particuliers, et pour la plupart, mesurables, devant être atteints d'ici 2015 au plus tard. Aujourd'hui, à mi-chemin, il est temps de nous demander où nous en sommes.

La réponse est malheureusement « pas bien loin ». Rares sont les cas, s'il en est, où nous respectons les délais pour atteindre ou même nous approcher des objectifs qui ont été fixés avec tant de pompe, même si ce sont les autorités les plus hautes qui ont fait les promesses. En ce qui concerne de nombreux objectifs, la situation qu'ils visent à redresser est considérablement pire qu'elle ne l'était à l'aube du millénaire.

La voie non durable sur laquelle se trouve notre monde nous désespère tous et c'est comme une bouffée d'espoir lorsque nos dirigeants reconnaissent le défi et jurent solennellement de changer de cap. Tout ceci est compréhensible, et d'ailleurs, humain. Ce qui l'est moins, c'est la confiance aveugle que nous accordons à nos dirigeants concernant la réalisation de leurs promesses, le suivi de la logique de leur analyse et la prise des décisions qui nous ferons changer de cap. Ils en sont rarement dignes.

Parce qu'un grand nombre de nos défis en matière de durabilité, tels que les changements climatiques, atteignent un degré auquel on parle maintenant de « crise », il est aujourd'hui devenu vital de prendre au sérieux ce que nous pouvons faire pour réduire et, si possible combler, le vertigineux abîme entre promesse et réalisation. Pour ceux d'entre nous qui luttons pour le développement durable, il est devenu urgent de porter notre attention sur l'élaboration de mécanismes de responsabilisation efficaces. Mais comment faire?

On pourrait commencer par essayer de voir ce qui a fonctionné par le passé, les approches qui pourraient être reproduites et développées à plus grande échelle. Après tout, ce ne sont pas les exemples de succès qui manquent, des incitations à l'observation ou à la réalisation, aux châtiments pour le défaut de le faire. Dans la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, le défaut d'application des règles régissant le commerce des espèces menacées peut se traduire par une interdiction généralisée de commercer avec le pays coupable. Le défaut de respect des règles édictées par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) peut, lui, se traduire, pour un pays qui a gain de cause dans un différend officiel porté devant l'Organe d'appel de l'OMC, par la reconnaissance de son droit d'imposer des sanctions économiques à l'autre partie. Les compagnies minières ont l'habitude de donner une « garantie de bonne fin » dont l'objet est d'assurer qu'elles s'acquittent de leurs obligations telles que celle de nettoyer une fois l'exploitation terminée.

Nous devons recenser et promouvoir ces mécanismes de responsabilisation et imposer un prix politique ou économique pour le non respect de promesses solennelles. Une chose est certaine : l'accord d'une confiance aveugle à nos dirigeants sans l'assortir de mécanismes de responsabilisation ne peut que conduire au désastre.

Promouvoir la conservation tenant compte des conflits en Afrique

Depuis plus de quatre ans, l'équipe Environnement et sécurité de l'IIDD travaille avec des partenaires dans la région africaine de l'Albertine Rift pour comprendre comment les acteurs de la conservation peuvent mieux travailler dans les zones dans lesquelles des conflits font rage. Au cours de nos recherches, nous avons examiné les activités de conservation en Ouganda, au Rwanda et en République démocratique du Congo (RDC). Nous nous servons de cette expérience pour aider les acteurs de la conservation à mieux tenir compte des conflits dans le cadre de leurs activités. Pour eux cela signifie :

- a. aborder plus efficacement les causes premières des conflits ancrés dans les ressources naturelles;
- b. minimiser le risque que leurs activités exacerbent les conflits;
- c. maximiser les possibilités de consolidation de la paix.

Nous préparons un manuel pratique à l'intention des acteurs de la conservation qui leur permettra de mieux intégrer la sensibilité aux conflits dans leurs travaux et dans leur culture organisationnelle. Nous avons récemment présenté une ébauche du manuel aux praticiens à Goma, RDC, à la lisière du parc national des Virunga (l'un des sites sur lesquels nous centrons nos efforts). Nous avons reçu une abondante rétroaction que nous sommes en train d'incorporer dans la version finale du manuel qui devrait être publiée vers la fin 2009.

Il s'agissait de ma troisième visite dans cette belle région du monde qui vit toutes sortes de troubles. Je suis heureux de signaler que pour la première fois depuis que j'ai découvert cette région en 2007, un optimisme prudent est de mise. La récente capture du chef rebelle Laurent Nkunda a relâché les tensions et le 1^{er} mai 2009, le parc national des Virunga a ouvert ses portes aux touristes pour la première fois depuis septembre 2007.



Depuis 2007, Alec Crawford se rend régulièrement en Afrique pour promouvoir les travaux de l'IIDD dans le domaine de la conservation tenant compte des conflits. Profondément passionné par son travail, il se déplace sur ce continent, à l'écoute de la rétroaction de ses habitants. Armé de son appareil photo, il fait des centaines d'images lors de chacune de ses visites dans cette région.

Texte et photos par Alec Crawford, agent de projet



Situé le long de la frontière avec l'Ouganda et le Rwanda, le parc national des Virunga est le parc africain qui comporte la plus grande biodiversité. On y trouve un plus grand nombre d'espèces de mammifères, d'oiseaux et de reptiles que dans toute autre zone protégée du continent. Créé sous le nom de parc National Albert en 1925, c'est là que vivent les gorilles des montagnes, espèce dont la survie est précaire. On y trouvait jadis la plus grande population d'hippopotames du monde et on y a récemment vu pour la première fois en 50 ans un rare mammifère africain, l'okapi, à l'état sauvage.



Vingt ans de conflit quasi permanent ont mis en danger la survie des espèces, habitats et communautés qui dépendent des Virunga. Le parc vit une crise : ses systèmes de gouvernance sont faibles, les populations locales et réfugiées ne respectent pas ses limites, la surpêche et la production de charbon de bois détruisent ses habitats, et ses animaux sont tués pour leur viande et leur ivoire. Plus de 120 gardiens travaillant dans le parc, soit un sixième du nombre total, ont été tués à la tâche.



Plus de trois millions de personnes vivent dans un rayon d'une journée de marche du parc. Ce chiffre continuera à augmenter.



Depuis vingt ans, le parc national des Virunga et la région avoisinante dans la province de North Kivu ont été le théâtre de violents conflits pratiquement ininterrompus alimentés par une multitude de facteurs dont l'identité, les legs politiques et coloniaux ainsi que les rivalités pour le contrôle de précieuses ressources naturelles. Entre 1998 et 2007, ces conflits ont fait plus de victimes que tout autre depuis la Seconde Guerre mondiale, la plupart étant des civils et presque la moitié, des enfants. Le camp de réfugiés de Kibumba (ci-dessus) n'est que l'un des nombreux camps situés le long du parc.





Le village pêcheur de Vitshumbi se situe à l'intérieur des limites du parc national des Virunga sur la rive Sud du lac Edward. La vie économique du village tourne autour de la pêche locale qui s'est pratiquement effondrée au cours des dernières années en raison de la mauvaise gestion et de la décimation de la population des hippopotames du lac. Pendant les années 1970, 29 000 hippopotames contribuaient au niveau élevé de productivité du lac. La contrebande de viande et d'ivoire s'est traduite par une réduction de la population à environ 500 spécimens.

La plus grande partie de la population locale dépend du charbon de bois. Les autres sources d'énergie sont extrêmement limitées lorsqu'elles existent pour la majorité des villages situés le long des limites du parc. Ce déficit énergétique signifie que, pour des millions de personnes, le parc continue à servir de principale source d'énergie dans la région. Les arbres de la forêt primaire du parc sont recherchés car ils produisent un charbon de bois qui se consume pendant plus longtemps et produit une chaleur plus intense.



Aujourd'hui, il faut deux poissons pêchés sur la rive Sud du lac Edward pour faire un kilogramme. Sur la rive congolaise, il en faut six. Cette productivité réduite a une incidence directe sur les moyens d'existence économiques des collectivités qui dépendent du lac et a même poussé les pêcheurs congolais à traverser illégalement pour pêcher dans les eaux ougandaises.



En juillet 2007, Virunga a fait les manchettes internationales quand 10 des gorilles des montagnes du parc reconnus comme une espèce en danger ont été tués mais pas par des contrebandiers. Il ne reste que 720 gorilles des montagnes dans le monde, par conséquent, la perte était considérable. Les meurtres ont finalement été liés à un groupe de personnes qui orchestre le commerce du charbon de bois, activité illégale très lucrative, et qui avait choisi ce moyen pour menacer les acteurs de la conservation qui tentaient de mettre fin à ce commerce pour protéger les ressources et habitats du parc qu'il détruisait. Senkwekwe, le mâle à dos argenté qui a été assassiné a été enterré à Rumangabo en compagnie des autres victimes. En septembre 2007, les hostilités entre l'armée congolaise et les groupes rebelles ont bloqué l'accès aux gorilles et ce n'est qu'au début 2009 que les acteurs de la conservation ont de nouveau été admis dans le parc pour visiter leur habitat. Ils craignaient le pire mais heureusement, la population a réussi à sortir relativement indemne des combats et ils ont même constaté la présence de nouveaux individus, signe d'espoir s'il y en a jamais eu.

Prendre le pouls

Je rédige le présent article pour le Rapport annuel de l'IIDD très conscient du fait que je m'aventure là où il faut sans doute être un peu fou pour oser aller : prévoir les chances d'arriver à un accord international en matière de changements climatiques d'ici le mois de décembre lors d'une conférence de haut niveau qui aura lieu à Copenhague au Danemark. Permettez-moi de dire pour commencer que si la conférence de Copenhague débouche sur un accord, il ne s'agira presque certainement pas de l'accord intégral (couvrant les objectifs de réduction pour les pays développés, les mesures correspondant pour les pays en développement, les mécanismes de marché révisés, le régime amélioré pour les puits, complété par des cadres conçus pour traiter l'adaptation, le transfert de technologie et le financement) qu'on aurait pu prévoir lors du lancement initial de ce processus en vertu du Plan d'action de Bali en décembre 2007. L'issue des négociations qui ont eu lieu à Bonn au début juin l'a clairement indiqué. Le texte des négociations élaboré par le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention a pris des proportions imposantes, passant des 80 pages proposées au début des discussions de Bonn par le président du Groupe, Michael Zammit Cutajar, à plus de 200. Cela, en soi, ne devrait pas causer trop d'inquiétudes puisque c'est, en gros, ce qui s'est passé avant Kyoto et que nous avons malgré tout réussi à atteindre un accord six mois plus tard en 1997. Toutefois, aujourd'hui les négociateurs font face à un certain nombre de défis supplémentaires qui rendent l'atteinte d'un accord d'autant plus difficile.

Tout d'abord, les Parties n'ont toujours pas doté le président du Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention d'un mandat lui permettant d'élaborer un « texte codifié »



en vue des négociations étant donné qu'il existe au moins quatre autres textes distribués par d'autres Parties à titre de solutions de rechange. Ensuite, le Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention n'est pas le seul forum dans lequel auront lieu les négociations portant sur un régime de l'après-2012. Il existe un ensemble de négociations parallèles réalisées en vertu de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques appelé le Groupe de travail spécial des nouveaux engagements des Parties visées à l'annexe I au titre du Protocole de Kyoto. Et il s'agit de la voie préférée par les principales économies en développement (PED) puisqu'il incombe exclusivement aux pays développés (sauf les

« Alors que cela semble loin de permettre de présager l'optimisme d'ici la réunion de Copenhague, je voudrais pourtant faire remarquer que le régime international s'est illustré par sa résilience au fil des ans. »

Par John Drexhage, directeur, Changements climatiques et énergie

1 Un moment intense lors des réunions sur le climat de mars-avril 2009 à Bonn, en Allemagne. Photographie, gracieuseté de l'IIDD et du *Bulletin des négociations de la Terre*.

En décembre 2009, des ministres et ambassadeurs se réuniront à Copenhague pour tenter de s'entendre sur la façon de faire face aux changements climatiques après 2012 (à l'expiration de la période d'engagement du Protocole de Kyoto). À ce stade, dit John Drexhage, il sera extrêmement difficile d'atteindre un accord intégral tel qu'espéré au départ.

avant Copenhague



États-Unis qui n'ont jamais ratifié le Protocole de Kyoto [PK] de se charger des objectifs de réduction des émissions après 2012. Bref, les PED préféreraient que l'accord applicable à l'après-2012 soit une simple modification du PK dans laquelle ils fixeraient des objectifs plus fermes et qui comporterait l'ajout des États-Unis à la liste des membres de l'annexe I. Cependant, c'est la dernière chose que les négociateurs américains acceptent étant donné que leur première priorité à Copenhague sera d'arriver à un accord que le sénat américain acceptera de ratifier. Cet accord devrait donc revêtir la forme d'un texte distinct du Protocole de Kyoto; un qui serait axé sur des mécanismes de réalisation et d'observation conçus à l'échelle nationale par opposition au cadre imposé à la nation par le PK caractérisé par des objectifs et délais décidés à l'échelle internationale.

Et nous n'avons même pas commencé à discuter de l'abîme existant actuellement entre les pays quant au niveau des réductions qui devraient incomber aux pays développés à moyen terme. Les pays en développement ont déclaré

préférer une réduction d'au moins 45 p. 100 par rapport au niveau de 1990 d'ici 2020, l'Union européenne, elle, souhaite une réduction de 25 p. 100, tandis que d'autres pays développés, suivant l'exemple des É.-U., déclarent ne pouvoir accepter qu'une stabilisation des émissions au niveau décidé en 1990 (certains de ces pays insistent sur des années de référence différentes de celle du Protocole de Kyoto). Alors qu'il ne fait aucun doute que la science nous demande de plus en plus instamment de faire des réductions importantes, et le plus tôt serait le mieux, les réalités politiques et économiques, particulièrement en Amérique du Nord et dans les principaux pays développés, sont telles que la réalisation de la stabilisation des émissions décidées en 1990 représenterait en fait le réel point de départ d'une séparation radicale entre les émissions de gaz à effet de serre et l'essor économique. Cependant, cela pourrait bien ne pas suffire pour repousser les dangereuses interférences avec le climat mondial. Et c'est avec un brin de tristesse que je dois reconnaître qu'il existe un gouffre non moins profond entre les pays quant au financement disponible pour aider les pays en développement à faire face aux changements climatiques, ainsi qu'au sujet de la question de savoir comment régir de tels arrangements de financement et de transfert de technologie.

Alors que cela semble loin de permettre de présager l'optimisme d'ici la réunion de Copenhague, je voudrais pourtant faire remarquer que le régime international s'est illustré par sa résilience au fil des ans. N'oublions pas non plus que ce processus de négociation n'est plus un « sujet périphérique » environnemental comme nombreux sont ceux qui l'ont décrit à l'époque de Kyoto : il est devenu la négociation multilatérale la plus importante de l'année. Par conséquent, l'échec pourrait ne pas être un résultat acceptable. Ce processus souligne en outre le fait qu'il est urgent que le Canada accepte cette question une fois pour toutes. En tant que seule partie au Protocole de Kyoto qui n'atteindra pas ses objectifs grâce à des mesures nationales ou des crédits internationaux, il doit défendre de façon convaincante la thèse selon laquelle il mettra en œuvre un solide cadre réglementaire et de politiques digne d'attention. Sans un tel outil dans son « arsenal » pour la négociation, le ministre de l'Environnement, Jim Prentice, se rendra à Copenhague les mains vides et n'aura qu'une marge de manœuvre très limitée au cours des derniers jours de décembre.

Prendre le pouls avant Copenhague

La connexion entre le commerce, l'investissement et les changements climatiques

Par **Aaron Cosby**, associé et conseiller principal

« Quel est le lien entre le commerce et les changements climatiques? Dans le meilleur des mondes, il existe des façons d'atteindre les objectifs des deux communautés en même temps. »

L'urgence de la question des changements climatiques en tant qu'enjeu mondial a amené les décideurs de tout poil à chercher des façons dont leurs travaux spécialisés pourraient être pertinents pour relever le défi. Dans le domaine du commerce et des investissements, cette recherche s'est intensifiée lorsque le gouvernement indonésien a organisé une réunion de travail des ministres du Commerce en marge de la conférence des Parties de Bali visant à déterminer l'ordre du jour de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à la fin 2007. L'IIDD travaillait sur des questions dans ce domaine depuis des années (et avait aidé à organiser la réunion de Bali). Il avait, depuis, poursuivi une série de recherches conçues pour approfondir notre compréhension des enjeux et trouver des solutions de politiques. (www.iisd.org/trade/crosscutting).

Quel est le lien entre le commerce et les changements climatiques? Dans le meilleur des mondes, il existe des façons d'atteindre les objectifs des deux communautés en même temps. Ainsi, les politiques commerciales qui réduisent les tarifs sur les produits économes en carbone ou celles dont le but est de réduire les subventions destinées aux combustibles fossiles offrent d'importants avantages dans le domaine des investissements qui permettront également d'aborder la réelle menace que présentent les changements climatiques. En revanche, il existe également des failles potentiellement dangereuses auxquelles il faut penser à l'avance et qui exigent une coordination. Les décideurs américains et européens envisagent d'imposer des mesures commerciales sur les importations en provenance de pays dont le régime concernant les changements climatiques est moins rigoureux afin de préserver « l'équité dans le domaine du carbone ». Ces mesures, ainsi que d'autres politiques suscitées par le climat, pourraient fausser les règles commerciales. Dans d'autres domaines, il nous faut simplement acquérir des connaissances plus approfondies pour répondre à des questions telles que la suivante : le droit commercial applicable à la propriété intellectuelle gêne-t-il le flux des nouvelles technologies économes en carbone? Les recherches de l'IIDD aideront à garantir que les politiques en matière de commerce et d'investissement contribuent pleinement aux efforts d'adaptation face aux changements climatiques.

Les changements climatiques facteur de la consolidation de la paix?

Par **Oli Brown**, gestionnaire de programme

« Les changements climatiques [...] pourraient encourager la coopération entre des voisins autrefois hostiles. »

Si l'économie est la science lugubre originelle, alors les changements climatiques pourraient être sa doublure.

Les rapports sur les changements climatiques sont généralement de bien tristes lectures de chevet : ils regorgent de statistiques inquiétantes et de scénarios de fin du monde. On dirait parfois que la seule chose laissée au hasard est la question de savoir si ce sont le niveau des océans en hausse, les tornades ou les incendies de forêt qui vont nous rattraper en premier.

Pire encore, les analystes ont commencé à nous prévenir que la portée et le rythme des changements climatiques pourraient constituer de réelles menaces pour la paix internationale : les ressources hydriques transfrontalières en diminution pourraient conduire à des différends entre pays et de vastes mouvements de « réfugiés » climatiques pourraient exacerber les tensions entre des groupes ethniques séparés jusque là. En fait, des ressources nouvellement accessibles sous les glaces de l'Arctique en train de fondre conduisent déjà à une lutte territoriale moderne alors que les pays, dont fait partie le Canada, se dépêchent d'établir une souveraineté sur « leur » portion du plateau continental immergé.

Pourtant, à quelque chose malheur est peut-être bon : les changements climatiques, problème commun s'il en est, pourraient encourager la coopération entre des voisins autrefois hostiles.

Et ce ne sont pas que rêveries. De nombreuses questions environnementales transcendent les frontières politiques d'une façon qui peut amener les parties à négocier même lorsqu'elles s'opposent à d'autres égards. Ces questions nécessitent souvent une coopération à long terme, offrant des chances de développer des relations de confiance au fil du temps. Les questions d'ordre environnemental se prêtent mieux à des interactions transfrontalières entre groupes de la société civile que d'autres questions bilatérales telles que l'échange de devises ou la prolifération des armes nucléaires.

Que cela se passe ou non risque d'être l'un des défis du siècle. Pour examiner les possibilités, l'IIDD se penche sur la façon dont la diplomatie environnementale et l'adaptation aux changements climatiques peuvent aider à consolider la paix de façon plus générale.



Réduire le bilan carbone des TIC

Par **Don MacLean**, associé de l'IIDD

« Pour aider les décideurs dans le domaine des TIC et des changements climatiques à communiquer, l'IIDD effectue des recherches fondées sur des scénarios à propos de la relation à long terme entre les TIC, les changements climatiques et le développement durable. »

Les ordinateurs personnels, les téléphones mobiles, les diffuseurs de médias portables, les appareils photo numériques et autres appareils utilisant une technologie d'information et de communication (TIC) font partie de notre vie quotidienne, qu'elle soit professionnelle ou personnelle. Sauf les questions liées à l'élimination à la fin de la vie utile, la TIC est généralement considérée comme une technologie propre. Toutefois, de récentes études commandées par l'industrie de la TIC ont commencé à révéler une opinion différente quant à la relation entre la TIC et les changements climatiques.

Selon ces études, le secteur de la TIC est directement responsable de 2 à 3 p. 100 des émissions mondiales de carbone, soit l'équivalent de celles de l'industrie de l'aviation ou du Canada en général, et ces émissions vont tripler d'ici 2020 si on considère un scénario de maintien du statu quo. Ces estimations n'incluent pas les « effets indirects » de la TIC que sont les émissions causées par son utilisation par les entreprises, les consommateurs, les gouvernements, les universités et les institutions publiques dans l'ensemble de l'économie et de la société.

Un mouvement « vert » est en cours dans le secteur de la TIC. Sous-tendu par une combinaison de débouchés commerciaux, de menaces de réglementation et de responsabilité sociale d'entreprise, ses principaux objectifs sont les suivants:

- réduire le bilan carbone du secteur de la TIC en améliorant l'efficacité énergétique de ses processus, produits et services, et en adoptant des sources d'énergie renouvelables;
- aider à réduire le bilan carbone d'autres secteurs en développant des réseaux de distribution d'énergie, des réseaux de transport, des systèmes de gestion des bâtiments, des chaînes d'approvisionnement et des processus de production « intelligents ».

L'industrie de la TIC estime que ces dernières mesures pourraient réduire les émissions de gaz à effet de serre de 15 p. 100 d'ici 2020. Les décideurs dans le domaine de la TIC commencent à tenir compte de ce potentiel dans leurs processus d'élaboration de politiques. Il est temps que les décideurs dans le domaine des changements climatiques fassent la même chose. Pour aider les décideurs dans le domaine des TIC et des changements climatiques à communiquer, l'IIDD effectue des recherches fondées sur des scénarios à propos de la relation à long terme entre les TIC, les changements climatiques et le développement durable. Les résultats de ces recherches sont fournis à l'OCDE et à l'Internet Governance Forum des Nations Unies, tous deux dotés de programmes de travail dans ce domaine.

1

Biens et services

La reconnaissance de la valeur économique des services offerts par la nature constitue une approche de plus en plus commune et efficace pour exprimer les raisons pour lesquelles nous devons protéger, restaurer et gérer les écosystèmes. En produisant de l'oxygène, en filtrant l'air, en régulant le climat et en nettoyant et redistribuant l'eau, ainsi qu'en formant des sols productifs, la nature nous offre l'intégralité des éléments essentiels à la vie. La création de substituts est généralement extrêmement onéreuse, voire impossible. Aujourd'hui, ces fonctions que nous ne reconnaissons généralement pas officiellement sont appelées biens et services écosystémiques ou BSE, expression rendue populaire par l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire.

Toujours consciente de l'important rôle joué par les BSE, l'équipe de Gestion durable des ressources naturelle (GDRN) continue à appliquer les concepts des BSE pour montrer leur utilité. On peut citer pour exemple un examen d'évaluation des services écosystémiques publié en décembre 2008. L'étude examinait une vaste section vierge de la forêt boréale qui borde la rive orientale du lac Winnipeg et s'étend sur le Nord de l'Ontario et du Manitoba.

L'IIDD a orchestré l'étude pour la Pimachiowin Aki Corporation dont le nom signifie « la terre qui donne la vie » en langue ojibwa. Le groupe à but non lucratif dirige les efforts pour que la forêt soit déclarée Site du patrimoine mondial de l'UNESCO à temps pour la nomination de 2011. Si ces efforts portent leurs fruits, ces 40 000 km carrés de forêt seront reconnus comme un trésor naturel au même titre que la Grande Barrière australienne, les pyramides de Gizeh en Égypte et les montagnes Rocheuses canadiennes.



Définitions

Biens et services écologiques, écosystémiques (BSE) : Avantages que tire la société des écosystèmes tels que la filtration de l'eau des régions ripariennes (là où la terre et l'eau forment une transition entre les écosystèmes aquatique et terrestre) le long des ruisseaux, des lacs et des marécages comportant des eaux libres, ainsi que le contrôle de l'érosion fourni par les coupe-vent, et la rétention des inondations et des eaux offertes par les marécages. Certaines caractéristiques écologiques telles que les forêts de haute terre fournissent de multiples services comme la séquestration de carbone, la purification de l'eau et la protection des bassins hydrographiques.

Gestion intégrée des ressources en eau (IWRM) : Un processus qui facilite le développement et la gestion coordonnés de l'eau, des terres et des ressources connexes.

« En examinant les façons, tant nouvelles que novatrices, de mieux gérer et évaluer les biens et services écologiques, notre programme continue à démontrer à quel point et pour quelles raisons la protection de l'environnement devrait être incorporée dans l'élaboration des politiques et dans la prise des décisions. »

—D'Henry (Hank) David Venema, directeur, programme, Gestion durable des ressources naturelles

Par Rick Groom, agent de développement et de communications

1 Quenouilles et arbres en automne sur la rive orientale du lac Winnipeg. Photo par Don Sullivan.

2 Un hydroglisseur parcourt le marais Netley-Libau au Manitoba. Photo par Richard Grosshans.

écologiques

Collaborer avec la nature pour atteindre la durabilité



2

De nouveaux progrès ont été réalisés grâce aux recherches réalisées cette année par les équipes de l'Institut dans le marais Netley-Libau dans le bassin méridional du lac Winnipeg situé à environ 65 km au Nord de Winnipeg. Officiellement reconnu comme une Zone importante pour la conservation des oiseaux au Canada en octobre 2000, Netley-Libau est maintenant candidat à la désignation au titre de marais du patrimoine en vertu du programme des marais du patrimoine du Manitoba. Cette zone s'étalant sur 24 381 ha d'habitat de terre haute et de marécage plus 848 km de rive, inclut plusieurs lacs et ruisseaux dont le débit dépend du lac Winnipeg.

En 2009, l'équipe de GDRN a montré comment les marécages peuvent être gérés et restaurés pour pouvoir offrir un ensemble d'avantages écologiques, y compris la protection contre les inondations, le traitement des eaux et la bioénergie. La fonction de rétention de l'eau des marécages du Manitoba est devenue manifeste lors des inondations de la vallée de la rivière Rouge en 2009 lorsqu'ils ont aidé à diminuer la pointe de crue en ralentissant et retenant le débit de l'eau.

Récoltée, la végétation des marécages peut être transformée en pastilles de combustible. La nouvelle pousse de végétation continue à absorber et à filtrer les éléments nutritifs présents dans l'eau. Selon Richard Grosshans, agent de projet de l'IIDD pour le projet Marais Netley-Libau, « puisqu'il est situé à l'embouchure du lac Winnipeg, la revitalisation de ce marais au moyen des BSE pourrait se traduire par des améliorations majeures de la qualité de l'eau du lac et créer une nouvelle source d'énergie renouvelable. »

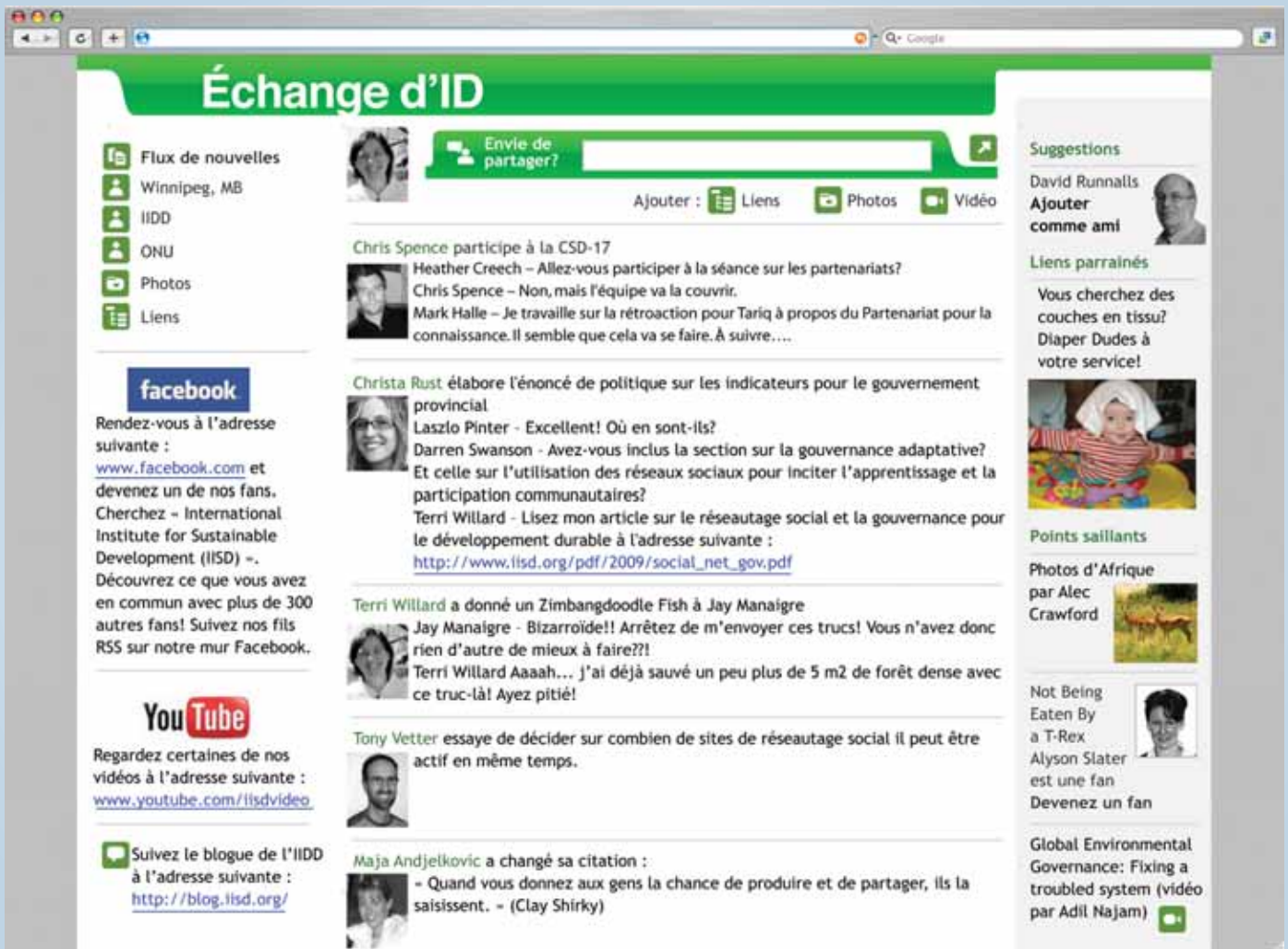
Au cours de 2008 et 2009, l'équipe a continué à examiner les liens entre les BSE et la gestion intégrée des ressources en eau (IWRM). Une IWRM efficace exige un processus de consultation auquel participent les collectivités et intervenants situés dans le bassin hydrographique. Les recherches réalisées à ce jour par l'IIDD révèlent que l'avenir des BSE dans le contexte de l'IWRM pourrait produire de considérables dividendes écologiques. À la lumière de ce que l'équipe de GDRN a appris, ils pourraient inclure une meilleure participation des intervenants et un renforcement accru des capacités institutionnelles, un règlement des conflits de meilleure qualité et le financement de l'IWRM dans les bassins hydrographiques étant donné que cela améliore la durabilité à l'échelle mondiale.

La valeur de la nature

L'équipe de Gestion durable des ressources naturelle (GDRN) de l'IIDD a déterminé que la région Pimachiowin Aki de la forêt boréale fournit 120 à 130 millions de dollars par an en biens et services écosystémiques. On estime que sa capacité de stockage pourrait s'élever jusqu'à 17,5 millions de dollars canadiens et les possibilités de pêche et de chasse sont évaluées à 30 millions par an. Les efforts de l'équipe de GDRN ont également défini la distinction entre les services qui profitent aux résidents et ceux qui profitent aux non résidents, tant à l'échelle locale que mondiale.

Les BSE, l'IWRM et l'équipe de Gestion durable des ressources naturelles de l'Institut ont joué des rôles essentiels dans l'établissement du Centre d'innovation pour l'eau au cours de l'exercice 2008-2009. Pour de plus amples détails, veuillez lire Campagne de capitalisation de 2009 à la page 32.

Réseautage social



L'IIDD rend compte de la durabilité en fonction des personnes



« Nous devons nous assurer que notre personnel demeure motivé pour garantir le succès de son travail. Pour ce faire, nous pouvons nous assurer de la qualité de son bien-être social » dit Marlene Roy, chef d'équipe, Ressources pour la Recherche et l'Apprentissage à l'IIDD.

Et d'ajouter que l'organisation s'est intéressée de près au bien-être de son personnel au travers de la restructuration de son rapport sur la durabilité interne (*Operational Sustainability Report (OSR)*). « Nous redéfinissons la signification de « compte rendu sur la durabilité » dit-elle. L'OSR est produit chaque année par l'équipe d'évaluation et de suivi du développement durable à l'intérieur de l'IIDD dirigée par Marlene Roy. Il incombe à cette équipe d'introduire, de mettre en œuvre et de maintenir les mesures internes du développement durable pour l'ensemble des bureaux de l'Institut.

Les OSR antérieurs suivaient les directives de la Global Reporting Initiative (GRI) et étaient axés sur les aspects économique, environnemental et social du fonctionnement de l'Institut. Celui de cette année ne comporte cependant plus les indicateurs économiques (car il en est rendu compte dans le rapport annuel). On y a conservé les indicateurs environnementaux auxquels on a ajouté un grand nombre d'indicateurs dans le domaine social, centrant donc l'attention sur les personnes.

Selon M^{me} Roy, la communauté des affaires continue à suivre les lignes directrices de la GRI. « Toutefois, le mandat de l'Institut inclut l'amélioration du bien-être humain en plus de celui de l'environnement. Par conséquent, le nouvel accent que nous mettons sur la durabilité en matière de bien-être humain renforce la dimension de notre compte rendu dans le domaine social.

L'accent mis sur la dimension sociale nous fournira une bien meilleure appréciation de la façon dont l'IIDD investit dans son personnel afin de mieux l'équiper avec les connaissances et outils dont il a besoin; meilleure appréciation aussi du degré d'équité des pratiques de dotation, des politiques efficaces pour faire face au harcèlement et de la façon de doter l'Institut d'un

milieu de travail plus sain » souligne Marlene Roy.

Cela a conduit à souligner des faits intéressants. Ainsi, M^{me} Roy fait remarquer que le sondage de satisfaction réalisé auprès des employés a révélé que le nombre de personnes qui vivent un stress négatif lié au milieu de travail a diminué.

« Le succès de nos travaux dépend du bien-être de nos employés. L'OSR nous permet de suivre ce bien-être et d'utiliser les résultats de ce suivi pour apporter des améliorations. Ainsi, bien qu'un moindre nombre de personnes vivent un stress négatif élevé lié au milieu de travail, plus de la moitié ont signalé que ce stress demeure un facteur. Cela suggère que nous devons redoubler d'efforts pour en déterminer les causes et trouver des façons de le minimiser » déclare Marlene Roy.

Le *Operational Sustainability Report* de l'IIDD qui était publié sous forme de document en Adobe PDF est maintenant disponible dans un nouveau format Web et indique les tendances concernant plusieurs des indicateurs depuis 2002-2003. L'évaluation pour 2008-2009 a révélé peu de tendances négatives mais trois domaines doivent être surveillés : la vitalité de notre culture d'innovation, le stress négatif lié au milieu de travail et l'égalité des sexes.

Veuillez consulter la page www.iisd.org/about/sdreporting pour voir le nouveau rapport intitulé *Enriching, Acting, Achieving IISD's Operational Sustainability*. Une liste comportant sept liens vers de plus amples détails concernant les indicateurs sociaux et environnementaux du développement durable opérationnel de l'IIDD a été ajoutée sur cette page.

« Nous redéfinissons la signification de "compte rendu sur la durabilité" pour l'IIDD. »

Commerce et investissement



Vous souvenez-vous de la fois où un patineur de vitesse a remporté la médaille d'or aux Jeux olympiques en dépit de sa dernière place pendant presque toute la course parce que tous les autres concurrents étaient tombés ou avaient été disqualifiés? Eh bien, il semble que le développement durable, ce perpétuel bon dernier, n'aie pas encore perdu la course puisque, l'un après l'autre, les gagnants traditionnels s'effondrent!

Il y a longtemps que nous répétons que lorsque l'on choisit le développement durable comme objectif, on doit centrer ses efforts sur l'infrastructure économique et non pas environnementale. Les événements de l'année dernière ont renforcé ce message sans l'ombre d'un seul doute lorsque l'économie mondiale s'est effondrée et que les répercussions de cet effondrement ont touché pratiquement toutes les régions de la planète. Était-ce simplement l'avidité? Était-ce une mauvaise gestion économique de la part des dirigeants qui ne pensaient qu'à court terme? Oui, du moins en partie, mais il ne s'agit là que de symptômes. La cause en est l'absence de politiques publiques « réconciliées ». Si les enseignements du développement durable avaient été pris au sérieux et mis en pratique, nous n'en serions pas là aujourd'hui, face à des négociations commerciales suspendues, des investissements volatilisés et des budgets publics utilisés à un désespérant mauvais escient.

Pourtant, une crise est également un débouché et au fil de la progression de celle-ci, nous nous sommes trouvés bien placés pour offrir de nouvelles idées. Chacun des trois piliers de notre programme, soit le commerce, l'investissement et les subventions, joue non seulement un rôle essentiel dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, mais joue également un rôle essentiel dans la façon dont nous la réglerons. Notre prédilection pour la recherche de solutions pragmatiques dans le domaine de la réforme des politiques publiques pourrait bien attirer une attention plus soutenue à l'égard de nos idées et, en relançant l'économie sur une nouvelle base, nous pouvons aider à garantir qu'à partir de maintenant, elle favorisera réellement le développement durable.



Mark Halle, directeur, Commerce et investissement

« Chacun des trois piliers de notre programme, soit le commerce, l'investissement et les subventions, joue non seulement un rôle essentiel dans la situation dans laquelle nous nous trouvons, mais joue également un rôle essentiel dans la façon dont nous la réglerons. »

- 1 L'IIDD a publié *Sustainable Development and China: Recommendations for the Forestry, Cotton and E-products Sectors*. Consulter http://www.iisd.org/pdf/2008/china_sd_sum.pdf iStockphoto.
- 2 L'IIDD a continué à étudier les répercussions qu'ont les biocarburants sur le prix et la disponibilité des aliments. Nos travaux démontrent que les biocarburants sont une « perspective peu sûre » du point de vue économique, environnemental et des changements climatiques. iStockphoto.



2

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié son travail au chapitre du Commerce et de l'investissement grâce à la générosité des donateurs suivants :

Charles Stewart Mott Foundation
 Citigroup Foundation
 Department for International Development (Royaume-Uni)
 Domaine des EPF
 The German Marshall Fund of the United States
 Hivos
 Industrie Canada
 International Centre for Trade and Sustainable Development
 Centre de recherches pour le développement international (Canada)
 Lodestar Foundation
 Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de l'Alimentation (LNV) (Pays-Bas)
 Ministère des Affaires étrangères (Norvège)
 Ministère des Affaires étrangères (Suède)
 Ressources naturelles Canada
 Norwegian Agency for Development Cooperation
 Organisation pour la coopération et le développement économiques
 Mission permanente de la Norvège à Genève
 Rockefeller Brothers Fund
 Ministère royal des affaires étrangères du Danemark
 Suisse : Secrétariat d'État à l'économie
 Swedish Foundation for Strategic Environmental Research
 Direction du développement et de la coopération de la Suisse
 Programme des Nations Unies pour le développement

Points saillants de 2008-2009

■ Notre Trade Knowledge Network (TKN), maintenant directement coordonné à partir des régions participantes, a considérablement augmenté le rythme et la production de la recherche concernant les politiques dans le domaine du commerce, des investissements et du développement durable fondée sur les problèmes tels qu'ils sont vécus par les pays eux-mêmes. Fonctionnant maintenant en Amérique du Sud, en Afrique australe et en Asie du Sud-est, il influence de façon tangible la pensée et la politique des États de ces régions. (www.tradeknowledgenetwork.net)

■ Nous conseillons le gouvernement de la Chine à propos de ce qu'il devrait faire pour que la croissance de son commerce international contribue également au renforcement du développement durable, une première pour un pays quel qu'il soit et une étape importante pour celui-ci dont le commerce est l'un des plus surveillés et étudiés. (www.iisd.org/trade/china)

■ Nous avons réalisé un éventail d'études de cas portant sur des pays à propos de l'introduction de l'approvisionnement public durable visant à déterminer la façon dont les gouvernements peuvent, dans les meilleures conditions possibles, fournir

des incitations considérables pour la production verte en acquérant des produits et services qui satisfont aux critères de la durabilité.

(www.iisd.org/markets/procurement/country_projects.asp)

■ Nous avons élaboré un vaste programme intitulé Marchés durables et commerce responsable (SMART) qui vise à comprendre, puis à éliminer progressivement, les obstacles à la production durable au moyen de l'utilisation généralisée de normes.

(www.iisd.org/markets)

■ Nous sommes les premiers à posséder un programme sur le commerce et les changements climatiques qui examine la façon dont le commerce peut être utilisé pour promouvoir les objectifs climatiques et la façon dont les mesures commerciales, lorsqu'elles sont utilisées pour susciter un comportement plus responsable à l'égard du climat, peuvent être conçues pour ne pas s'opposer aux règles du système commercial multilatéral. (www.iisd.org/trade/crosscutting)

■ Nous avons créé un forum mondial pour les négociateurs des pays en développement dans le domaine de l'investissement dans lequel ils peuvent échanger leurs expériences et pratiques exemplaires ainsi que collaborer pour commencer à rééquilibrer ce qui a été un

domaine d'action apparemment irrémédiablement déséquilibré. (www.iisd.org/investment/capacity/dci_forum_2008.asp)

■ Nous aidons le Sierra Leone, récemment sorti d'une guerre civile dévastatrice, à examiner ses contrats d'exploitation minière et d'autres ressources pour garantir que les recettes générées par ces richesses ne se retrouvent pas directement dans les poches des actionnaires des pays riches mais qu'elles contribuent plutôt au développement social et économique du pays.

■ Nous avons terminé une série d'études sur les subventions accordées aux biocarburants qui démontre qu'ils constituent une perspective peu sûre du point de vue économique, environnemental et des changements climatiques, et qu'ils sont douteux même si leur utilisation est motivée par la sécurité énergétique. Qui plus est, les subventions pour la production de biocarburants ont conduit à une augmentation considérable des prix des aliments qui a déclenché une vaste pénurie alimentaire dans de nombreux pays pauvres. Elles ont, en outre, motivé la déforestation dans le monde en développement. (www.globalsubsidies.org)

Gestion durable des ressources naturelles

L'année dernière, la communauté du développement durable a retenu son souffle, nous semblions nous trouver à l'aube d'une percée capitale. La volonté politique d'élaborer une réponse cohérente face à la crise alimentaire mondiale semblait authentique et les changements imminents. La déclaration finale publiée à l'issue de la *Conférence de haut niveau sur la sécurité alimentaire mondiale* qui a eu lieu à Rome en juin dernier comportait tous les éléments nécessaires. Il y est reconnu que la politique de développement apathique, les impacts des changements climatiques et la politique énergétique malavisée exacerbent la dégradation environnementale et menacent la sécurité alimentaire. Il y est en outre déclaré qu'une réponse politique cohérente devrait être élaborée de toute urgence et que les politiques alimentaires, commerciales agricoles et commerciales en général devraient considérer la sécurité alimentaire comme une priorité centrée sur des politiques axées sur les personnes et favorisant les pauvres.

Il n'est peut être pas étonnant, mais ne reste pas moins triste, que l'élan et l'engagement politiques envers un réel développement durable aient été balayés par le raz-de-marée économique qui a englouti les économies septentrionales. L'attention en matière de politique a fait volte-face et les milliards impossibles à trouver pour le développement sont soudainement apparus pour renflouer les bourses en chute libre. Cependant, la crise alimentaire n'a pas disparu. Si les principes concernant les biens et services écologiques faisaient partie intégrante des politiques, le commerce agricole et les investissements seraient très différents. Les principaux facteurs qui exacerbent la crise de la sécurité alimentaire, soit les cultures non durables conduisant à la désertification, la déforestation, la destruction des marécages, et la perte de la biodiversité au profit de la monoculture de récoltes destinées à la production d'énergie, seraient largement réduits. Inévitablement et inéluctablement, les politiques sur le commerce, l'investissement et le développement viseraient plutôt une agriculture durable axée sur les personnes.

Nous dirigeons les principes des BSE vers l'élaboration des politiques dans deux domaines principaux : d'abord, en ce qui concerne les questions liées à l'agriculture et à l'eau dans le bassin du lac Winnipeg au Canada occidental; exemple, s'il en est, de questions de vulnérabilité agro-écologique et de sécurité alimentaire sur le pas de notre porte, ensuite en centrant nos efforts



sur les questions d'environnement et de sécurité au moyen de l'examen du rôle de la gestion environnementale comme pierre angulaire de la reprise et de la consolidation de la paix dans des régions accablées par une gouvernance qui a échoué et par les conflits.



« L'attention en matière de politique a fait volte-face et les milliards impossibles à trouver pour le développement sont soudainement apparus pour renflouer les bourses en chute libre. Cependant, la crise alimentaire n'a pas disparu. »

Henry David Venema, directeur, Gestion durable des ressources naturelles

1 Richard Grosshans, associé de l'IIDD et chercheur-boursier du CRSNG, étudie le marais Netley-Libau au Manitoba.
2 Caribou des bois près de la rivière Poplar sur la rive orientale du lac Winnipeg.



2

Points saillants de 2008-2009

■ En collaboration avec les ministères fédéraux canadiens de l'Agriculture et de l'Environnement, l'IIDD a poursuivi ses travaux régionaux sur les biens et services écosystémiques en élaborant une architecture pour l'échange de la qualité de l'eau à l'extérieur et à l'intérieur du bassin hydrologique dans le bassin du lac Winnipeg.

■ L'IIDD continue à collaborer avec le Ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba pour élaborer des outils de politique pour permettre une gestion rentable fondée sur l'eau et sur les terres par l'entremise d'agences locales situées dans les bassins hydrologiques au Manitoba.

■ L'IIDD a continué à soutenir Pimachiowin Aki, site proposé du patrimoine mondial de l'UNESCO sur la rive orientale du lac Winnipeg. Nous avons conçu une évaluation économique des services écosystémiques offerts par la région. (www.iisd.org/pdf/2008/ecosystem_valuation.pdf)

■ En collaboration avec le Network for Ecosystem Sustainability and Health, nous avons publié un document de recherche portant sur les approches des écosystèmes qui permettraient de réintégrer la gestion des ressources hydriques dans la santé et le bien-être. (www.iisd.org/pdf/2008/ecohealth_watersheds.pdf)

■ Les travaux réalisés par l'IIDD sur la gestion des éléments nutritifs dans le marais Netley ont influencé les priorités déclarées lors du discours du trône du

Manitoba concernant la gestion des marécages et la restauration du marais Netley, ainsi que l'élaboration d'incitations pour la gestion et la restauration des marécages en général. (www.iisd.org/natres/water/netley.asp)

■ Nous avons coordonné les travaux du groupe consultatif d'experts du service des situations conflictuelles du PNUE, et co-rédigé le document intitulé : *From Conflict to Peacebuilding: The Role of Natural Resources and the Environment*. Le rapport, publié dans sept pays, traite des liens entre l'environnement, les conflits et la consolidation de la paix, et offre des recommandations sur les moyens d'aborder plus efficacement ces questions. (www.iisd.org/pdf/2009/conflict_peacebuilding.pdf)

■ Nous avons participé aux missions des Nations Unies en Afghanistan, en République Centrafricaine, au Rwanda et au Sierra Leone. En Afghanistan, nous avons évalué l'efficacité du PNUE alors que le pays déploie des efforts de reconstruction. En République Centrafricaine, nous avons évalué la viabilité du lancement d'un programme post-conflictuel du PNUE. Au Rwanda, nous avons réalisé une évaluation post-conflictuelle des impacts environnementaux pour le PNUE, et au Sierra Leone, nous avons entamé une étude des concessions minières dans le contexte de la reconstruction du pays après les conflits.

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2008-2009 son travail au chapitre de la Gestion durable des ressources naturelles grâce à la générosité des donateurs suivants :

Agriculture et Agroalimentaire Canada
 Environnement Canada
 Centre de recherches pour le développement international
 Lake Winnipeg Foundation
 MacArthur Foundation
 Max Bell Foundation
 Province de l'Alberta, ministère de l'Environnement
 Province du Manitoba, ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Initiatives rurales
 Province du Manitoba, ministère de la Gestion des ressources hydriques
 Province du Manitoba, ministère de la Conservation
 Agriculture and Food Council of Alberta
 Programme des Nations Unies pour l'environnement
 Wildlife Conservation Society

■ Nous avons collaboré avec les acteurs de la conservation en Ouganda, au Rwanda et en République démocratique du Congo pour analyser le contexte du conflit et comprendre comment leurs travaux peuvent contribuer à la consolidation de la paix. (Voir l'article de fond et les photos à la page 9.)

■ Nous avons publié un article dans lequel nous examinons le lien entre le risque de conflit et la production et la commercialisation de ressources agricoles et marines.

■ L'IIDD a publié un rapport dans lequel il examine le rôle des accords multilatéraux sur l'environnement dans les hauts lieux de biodiversité touchés par des conflits. (www.iisd.org/pdf/2008/meas_cons_conf_virunga.pdf)

■ Pour le 20e anniversaire de la Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie, nous avons préparé une étude sur la souveraineté de l'Arctique et la sécurité dans le contexte des changements climatiques. (www.iisd.org/pdf/2008/arctic_sovereignty.pdf)

■ Nous avons publié un document sur les liens entre les services de micro finance et l'adaptation aux changements climatiques qui soulignent tant les débouchés que les risques de l'utilisation des micro-économies, du crédit et de l'assurance pour réduire la vulnérabilité des populations les plus pauvres du monde. (www.iisd.org/pdf/2008/microfinance_climate.pdf)

Mesure et évaluation

S'il y avait un concours pour les slogans les plus populaires, « remettre l'économie dans le droit chemin » aurait probablement remporté le grand prix en 2008-2009. D'habitude, je me méfie des slogans et je trouve mensonger, et peut-être même dangereux, de suggérer que le chemin sur lequel l'économie doit être remise est celui de la croissance continue du PNB. En fait, c'est notamment l'obsession du rendement de paramètres économiques pointus tels que la croissance du PNB au détriment de la durabilité de l'environnement et du bien-être humain qui nous a détournés du chemin du développement durable, bien avant les crises alimentaire, énergétique, financière et économique de 2008.

L'une des missions fondamentales de notre programme est de comprendre ce que sont les véritables mesures du progrès et la façon dont elles peuvent transformer la prise de décision et la gouvernance, jusqu'au niveau organisationnel et même individuel. De plus en plus nombreux sont ceux qui réalisent que changer la façon dont nous mesurons le progrès fait évoluer celle dont nous fixons les objectifs, élaborons les stratégies et plans de travail, concevons des budgets, vérifions les incidences liées aux normes de durabilité, et évaluons le rendement. Les enjeux sont plus élevés que jamais. De nombreuses organisations sont prêtes à aller plus loin que les simples mesures de substitution et à faire face à leurs implications pour la prise de décisions particulières, que ce soit l'efficacité de l'utilisation des ressources, la pauvreté ou les changements climatiques. Je pense qu'il nous incombe de promouvoir les méthodes de mesure et leur utilisation non seulement pour aider l'économie, la société et l'environnement à reprendre le droit chemin, mais pour redéfinir ce qu'est le droit chemin.



« [...] je trouve mensonger, et peut-être même dangereux, de suggérer que le chemin sur lequel l'économie doit être remise est celui de la croissance continue du PNB. »

László Pintér, directeur, Mesure et évaluation



2

Points saillant de 2008-2009

■ Nous avons travaillé avec les communautés des Premières nations de la Saskatchewan pour améliorer la connaissance et la compréhension des évaluations environnementales d'un point de vue communautaire.

L'élaboration d'un guide de ressources a été fondée sur l'assistance offerte par le Caucus autochtone de la forêt modèle de Prince Albert et aide à développer la capacité et à améliorer la compréhension générale des évaluations environnementales. (www.iisd.org/measure/learning/prince_albert)

■ Grâce à un cours électronique fondé sur notre Manuel de formation sur les EIE, nous avons fait franchir une étape à nos travaux avec le PNUE sur le développement de la capacité au sujet de l'évaluation intégrée de l'environnement (EIE) et les comptes rendus les concernant. Le Manuel est maintenant utilisé par toutes les régions du PNUE pour élaborer des programmes de formation en matière d'EIE ayant un contenu personnalisé. (www.iisd.org/measure/learning/assessment/iea.asp)

■ Avec le soutien du Fonds d'innovation de l'IIDD, nous avons terminé la version pré-commercialisation d'un portail d'information qui regroupe la présentation de tendances indicatrices avec des cartes chronologiques, de brèves analyses et des entrevues des intervenants en multimédia. Nous avons présenté le système lors d'un séminaire de l'OCDE et Statistics Sweden intitulé « Turning Statistics into Knowledge. » (test.balatontrend.org)

■ Le Réseau canadien d'indicateurs de durabilité, coordonné par l'IIDD, possède maintenant plus de 850 membres, particuliers et organisations. Le RCID a organisé plusieurs activités d'apprentissages en 2008-2009 et la planification d'une conférence nationale majeure sur le thème « Mesurer pour responsabiliser » prévue en 2010 est en cours. (www.csin-rcid.ca)

■ Nous avons terminé la première étape d'un projet réalisé en collaboration avec la Netherland Environmental Assessment Agency afin d'élaborer une méthodologie pour évaluer la façon dont les mécanismes de politique internationale peuvent aider à la prestation des biens et services écologiques dans les pays en développement.

L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2008-2009 son travail au chapitre de la Mesure et de l'évaluation grâce à la générosité des donateurs suivants :

Agriculture et agroalimentaire Canada
Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
Eco. Ltd
Environnement Canada
Environmental Assessment Agency (Pays-Bas)
Fédération canadienne des municipalités
GRID-Arendal
Centre de recherches pour le développement international (Canada)
Lake Balaton Development Coordination Agency
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie (Canada)
Caucus autochtone de la forêt modèle de Prince Albert
Province de l'Alberta
Province du Manitoba
Serecon Management Consulting Inc.
TelPay Incorporated
Programme des Nations Unies pour l'environnement
Banque mondiale

■ Nous avons publié un document sur les défis et les enseignements des projets d'aménagement intégré du paysage (AIP) réalisés au Canada, aux É.-U. et en Europe. Nous avons également développé une série d'activités de renforcement des capacités pour aider les chercheurs et les décideurs qui participent actuellement aux projets d'AIP au Canada à aborder la complexité des interactions humaines et naturelles pour promouvoir une prise de décision de meilleure qualité. (www.iisd.org/pdf/2009/challenges_lessons_ilm.pdf)

■ Nous avons élaboré une méthodologie pour suivre et évaluer les projets communautaires de durabilité financés par le Fonds municipal vert de 550 millions de dollars de la Fédération canadienne des municipalités.

■ L'IIDD a géré l'élaboration de SDplanNet-Asia & Pacific / SDplanNet-Latin America & Caribbean, deux réseaux régionaux conçus pour aider les fonctionnaires gouvernementaux à échanger leurs pratiques exemplaires à l'égard de l'intégration du développement durable dans les plans, budgets et stratégies à l'échelle nationale. (www.SDplanNet-AP.org; www.SDplanNet-LAC.org)

1 L'IIDD s'est servi du Caucus autochtone de la forêt modèle de Prince Albert pour élaborer un guide de ressources conçu pour approfondir la compréhension des évaluations environnementales. Photographies, gracieuseté de Hamilton Greenwood, Prince Albert (Saskatchewan).

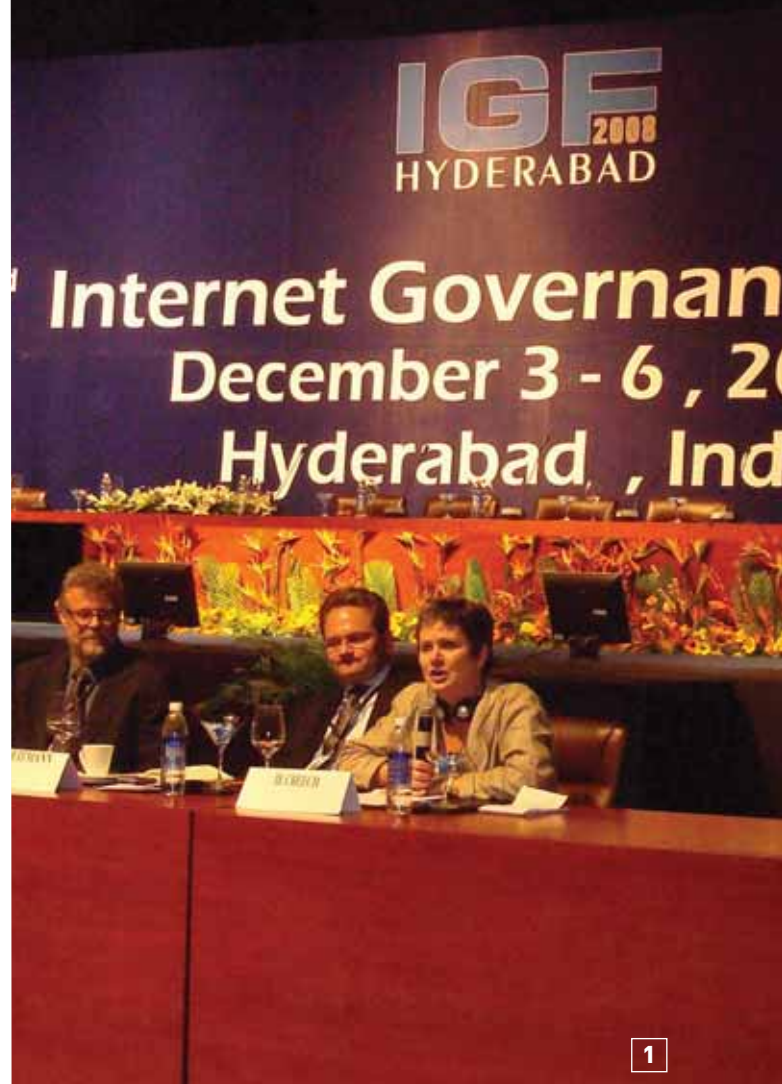
2 László Pintér à Bruxelles. Il a aidé à lancer la Plateforme communautaire d'évaluation intégrée de l'environnement.

Connectivité mondiale

En 2008-2009, mon équipe et moi-même avons inauguré le nouveau programme de l'IIDD intitulé Connectivité mondiale. Le programme est construit autour de notre engagement envers le développement et le déploiement de l'Internet et des technologies qui y sont liées pour soutenir le développement durable. En plus de nos travaux dans le domaine des compétences en matière de communications, de réseautage et de leadership réalisés dans le cadre de l'ancien programme Communication des connaissances, le programme Connectivité mondiale est également centré sur la façon dont la technologie des communications appuie et change radicalement la façon dont nous organisons les systèmes de gouvernement, économiques et culturels.

Les télécommunications en général, et l'Internet en particulier, sont devenus la quatrième infrastructure mondiale aux côtés de l'énergie, de l'eau et des transports. À notre avis, pour qu'il puisse continuer son expansion et être utilisable, sa gestion exige la mise en place de solides cadres de politique nationaux et internationaux, de partenariats regroupant de multiples intervenants et le partage de la responsabilité non seulement à l'échelle collective mais aussi à l'échelle individuelle. Les praticiens dans le domaine des politiques liées à l'Internet doivent porter leur regard au delà des éléments positifs de la contribution de l'Internet à l'essor économique et obtenir la participation des acteurs des sphères environnementale et sociale qui dépendent aujourd'hui de la façon dont l'Internet croît mais se demandent si, en fin de compte, il favorisera ou empêchera la réalisation des objectifs de durabilité à long terme.

Cette année, nous avons consulté plusieurs centaines d'intervenants tant au Canada qu'à l'étranger afin de découvrir les possibles enjeux. Nous avons relevé un certain nombre d'incertitudes critiques quant à l'avenir de l'Internet liées à la gouvernance du système, à l'évolution de la technologie, aux préoccupations quant à sa sécurité et à sa stabilité, ainsi que des problèmes liés à son empreinte environnementale croissante. Nous nous proposons de relever le défi d'amener les principales institutions et les intervenants majeurs du monde entier à convenir de la façon dont l'Internet sera régi et géré pour soutenir le développement durable.



« Connectivité mondiale est également centré sur la façon dont la technologie des communications appuie et change radicalement la façon dont nous organisons les systèmes de gouvernement, économiques et culturels. »

Heather Creech, directrice, Connectivité mondiale



L'IIDD tient à souligner le soutien dont a bénéficié en 2008-2009 son travail au chapitre de la Connectivité mondiale grâce à la générosité des donateurs suivants :

Agence canadienne de développement international
École de la fonction publique du Canada
Commission nord-américaine de coopération environnementale
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (Canada)
Ministère fédéral de l'Environnement, de la conservation de la Nature, et de la sécurité nucléaire (Allemagne)
Affaires indiennes et du Nord (Canada)
Industrie Canada
Centre de recherches pour le développement international (Canada)
Oxfam – Québec
Province du Manitoba
The Aylmer Group
Walter and Duncan Gordon Foundation
World Business Council for Sustainable Development

Points saillants de 2008-2009

■ Promotion de nos travaux sur l'avenir de l'Internet (groups.iisd.org/internetscenarios) :

Nous avons préparé la base de nos travaux avec un nouveau forum public et une série de publications sur le secteur de la technologie de l'information et des communications (TIC) et le système de connectivité mondiale, les incertitudes critiques et l'avenir de l'Internet.

■ Nous avons obtenu, à l'échelle internationale, une reconnaissance du fait que le développement durable devrait constituer l'une des principales nouvelles questions sur lesquelles se penchera l'Internet Governance Forum.

■ Examen de modèles de gouvernance par des intervenants multiples, de collaboration et d'action facilités par les TIC (www.iisd.org/networks) :

■ Nous avons entamé un examen des possibles répercussions des réseaux sociaux électroniques de grande taille sur la gouvernance du développement durable (lire un article connexe à la page 18).

■ Nous avons poursuivi nos recherches de renommée mondiale au sujet de la gestion et de la gouvernance de la collaboration, y compris l'influence des réseaux pour le développement international sur les politiques publiques, le renforcement des capacités des réseaux internationaux au moyen d'un travail visant à l'établissement de relations positives, et la gouvernance d'entités sans personnalité juridique.

■ Nous avons établi un nouvel échange de connaissances en direct entre les petits et moyens entrepreneurs sociaux et environnementaux en partenariat avec la Commission nord-américaine de coopération environnementale et l'initiative SEED, et avec les apports de notre atelier sur la formation sur l'entreprenariat dans les régions septentrionales avec le Centre for Governance and Development. (www.entrepreneurstoolkit.org)

■ Promotion de nouvelles approches du leadership fondées sur un monde plus connecté (www.iisd.org/leaders) :

Nous avons établi un nouveau

consortium avec l'IUCN, le WWF et LEAD International pour former la prochaine génération de leaders en matière de durabilité.

■ Nous avons défendu la nécessité de cette formation avec deux rapports majeurs sur la façon de soutenir la prochaine génération de leaders internationaux et la nécessité de sauvegarder l'avenir de l'Arctique au moyen de la formation en matière de leadership.

■ Nous avons développé notre capacité de dispenser un apprentissage électronique avec la création et l'offre de cours en direct aux stagiaires et aux praticiens de l'évaluation environnementale.

■ Avec le soutien de la province du Manitoba, nous avons essayé un nouvel outil pour mesurer les changements du degré de connaissance, des attitudes et comportements que recherchent les initiatives d'éducation en vue du développement durable. (www.iisd.org/leaders/un.asp)

■ Nous avons formé 16 stagiaires, y compris le premier participant à notre programme en provenance du Sud.

1 Heather Creech, à droite, dit ce qu'elle pense du rôle que pourrait jouer l'Internet Governance Forum dans la réalisation de la durabilité à l'échelle mondiale lors de l'IGF qui s'est déroulé à Hyderabad en Inde en décembre 2008. Photo par Tony Vetter.

2 Les participants discutent de l'avenir de l'Internet et de son rôle dans le soutien d'une société plus durable lors d'une consultation organisée par l'IIDD à Vancouver en mars 2009. Photo par Tim Bray.

Services d'information

Les Services d'information de l'IIDD appuient des solutions durables pour les changements climatiques, la perte de biodiversité et autres menaces à l'échelle mondiale en défendant la transparence et la responsabilisation dans le cadre des principales négociations intergouvernementales. Depuis la couverture du Sommet de la Terre de Rio en 1992, ils ont fourni aux décideurs et autres intervenants des renseignements et analyses précis, neutres et équilibrés. Depuis quelques années, les Services d'information ont profité du succès de notre publication phare le *Bulletin des négociations de la Terre*, et ont développé et créé d'autres produits et publications spécifiquement conçus pour répondre aux besoins des décideurs. Ainsi, à la mi-2008, le lancement de notre flux de nouvelles quotidien « Climate-L » a été extrêmement bien reçu. Il est déjà devenu l'une des ressources les plus populaires et utilisées par la communauté internationale dans le domaine des changements climatiques.

Le lectorat des publications des Services d'information de l'IIDD prouve la valeur de nos travaux. Le nombre des abonnements est en rapide augmentation, les inscriptions directes par courriel à nos listes d'envoi augmentent de 55 p. 100 par an et au début 2009 nous avons 127 500 abonnés. Dans un sondage réalisé auprès de plus de 800 lecteurs du



Bulletin des négociations de la Terre, en 2009, 87 p. 100 ont déclaré considérer la publication comme « excellente » ou « très bonne ». Signe encore plus clair s'il en est, 91 p. 100 ont dit que nous avons largement contribué à l'accroissement de la transparence. Ces statistiques suggèrent que la communauté du développement durable se fie à l'IIDD pour lui fournir des renseignements et analyses concernant l'élaboration de politiques à l'échelle internationale.



« Signe encore plus clair s'il en est, 91 p. 100 ont dit que nous avons largement contribué à l'accroissement de la transparence. »

Langston James Goree VI ("Kimo"), directeur, Services d'information

¹ (G à D) Lynn Wagner, chef de l'équipe du BNT et rédactrice (É.-U.); Gerda Verburg (Pays-Bas), présidente de la Dix-septième séance de la Commission des Nations Unies du développement durable; Tanya Rosen, rédactrice du BNT (Italie, Yougoslavie, É.-U.); Wagaki Mwangi, rédactrice du BNT (Kenya). Photographie gracieuseté du *Bulletin des négociations de la Terre* de l'IIDD.

Point saillants de 2008-2009

■ Le *Bulletin des négociations de la Terre (BNT)* a maintenu sa réputation de couverture de qualité des principales négociations internationales dans le domaine des changements climatiques, de la biodiversité, des forêts, de la désertification, du développement durable, du commerce des espèces menacées, des océans, de la gestion de l'eau douce et des produits chimiques. En 2008-2009, nous avons couvert 32 réunions sur papier et par voie électronique. (<http://www.iisd.ca/enbvol/enb-background.htm>)

■ Le site Web de service de flux de nouvelles quotidien *Climate-L.org* a été inauguré à la mi-2008. Le site est un projet de gestion des connaissances unique en son genre qui fournit des mises à jour quotidiennes complètes concernant les activités des Nations Unies et autres acteurs internationaux. Le service a bénéficié de l'appui financier de la Direction du développement et de la coopération de la Suisse et du Foreign and Commonwealth Office du R.-U. Il est géré en collaboration avec les organes, fonds et programmes du système de l'ONU par l'entremise du Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination et de l'équipe interinstitutions sur les changements climatiques du Groupe de la communication des Nations Unies. Le flux de nouvelles quotidien est déjà devenu une principale source d'information pour environ 60 000 décideurs et autres intervenants dans le domaine des changements climatiques. En plus des mises à jour quotidiennes, il a également permis de publier des articles d'actualité et des articles d'opinion rédigés par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le chef du Secrétariat des Nations Unies pour le climat, Yvo de Boer ainsi que par un certain nombre d'autres personnes importantes. (www.climate-l.org)

■ Les listes « L » des Services d'information sont un ensemble de listes d'annonces particulières à certaines questions. Elles permettent aux abonnés de communiquer avec leurs collègues du monde entier à propos des changements climatiques, de la biodiversité, de la gestion des produits chimiques, des forêts, des océans, de l'eau, de l'énergie, des accords multilatéraux sur

l'environnement et du développement durable en Afrique. En février 2009, une dixième liste a été ajoutée, notre liste « SD-L » pour le développement durable. Ensemble, ces listes ont maintenant 75 000 abonnés directs. (www.iisd.ca/email/subscribe.htm)

■ Les Services d'information « vendent » des services de compte rendu lors de conférence à des clients au moyen de la publication *Your Meeting Bulletin*. En 2008-2009, nos équipes ont couvert 20 événements dans 13 pays. (www.iisd.ca/sd/index.html)

■ Lors de grandes réunions de l'ONU, les Services d'information publient un rapport quotidien sur les événements parallèles, *ENB on the Side (ENBOTS)*. En 2008-2009, nous avons couvert les événements parallèles de la Neuvième Conférence des parties de la Convention sur la diversité biologique (mai 2008), des négociations de Bonn sur les changements climatiques (juin 2008) et de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui a eu lieu à Poznań en Pologne (décembre 2008).

■ *Linkages Update* offre un aperçu bimensuel des négociations, conférences, ateliers, colloques et autres événements dans tous les domaines de l'élaboration de politiques pour le développement durable à l'échelle internationale. (www.iisd.ca/email/linkagesupdate.htm)

■ Lancé en 2006, le *MEA Bulletin*, publié en collaboration avec la Division du droit et des conventions relatifs à l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement, offre deux fois par mois des rapports sur les activités des secrétariats et des parties aux accords multilatéraux sur l'environnement. (www.iisd.ca/email/mea-l.htm)

■ En 2008-2009, la Couverture régionale de l'Afrique par les Services d'information de l'IIDD a fourni des services de compte rendu de conférences pour neuf événements qui ont eu lieu en Afrique. Elle a également publié divers documents d'information. Pendant la même période, les abonnements à notre couverture africaine ont doublé. Inaugurée en 2006, cette initiative aide à développer un ensemble de connaissances à propos d'un certain nombre d'institutions africaines sur le terrain. (www.iisd.ca/africa)

Le *Bulletin des négociations de la Terre* est soutenu par deux catégories de donateurs. L'IIDD tient à souligner le soutien financier dont a bénéficié en 2008-2009 son travail au chapitre des Services d'information grâce à la générosité des donateurs suivants :

Donateurs, soutien du *Bulletin* (> 100 000 € par an) : Royaume-Uni (par l'entremise du Department for International Development) ■ Gouvernement des États-Unis d'Amérique (par l'entremise du Department of State Bureau of Oceans and International Environmental and Scientific Affairs) ■ Gouvernement du Canada (par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international) ■ Ministère des Affaires étrangères du Danemark ■ Ministère de la coopération économique et du développement (BMU) de l'Allemagne et ministère fédéral allemand de l'Environnement, de la conservation de la Nature, et de la sécurité nucléaire ■ Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas ■ Commission européenne ■ Ministère de l'Environnement, des terres et de la mer de l'Italie.

Soutien général du *Bulletin* (> 35 000 € par an) ■ Ministère des Affaires étrangères de la Norvège ■ Gouvernement de l'Australie ■ Ministère fédéral de l'Agriculture, des forêts, de l'environnement et de l'eau de l'Autriche ■ Ministère de l'Environnement de la Suède ■ Ministry of Foreign Affairs and Trade de Nouvelle-Zélande ■ SWAN International ■ Office fédéral de l'environnement de la Suisse (FOEN) ■ Ministère des Affaires étrangères de la Finlande ■ Ministère de l'Environnement du Japon (par l'entremise du Institute for Global Environmental Strategies – IGES) ■ Ministère de l'Économie, du commerce et de l'industrie du Japon (par l'entremise du Global Industrial and Social Progress Research Institute) ■ Gouvernement de l'Islande ■ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

Le financement pour la traduction du *Bulletin* en espagnol est fourni par le ministère de l'Environnement, des affaires rurales et marines de l'Espagne.

Le financement pour la traduction du *Bulletin* en français est fourni par l'Organisation internationale de la francophonie.

La publication du *MEA Bulletin* est soutenue par une subvention de la Division du droit et des conventions relatifs à l'environnement du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Le site Web *Climate-L.org* et le flux de nouvelles quotidien est soutenu par la Direction du développement et de la coopération de la Suisse. Le British Foreign and Commonwealth Office a également fourni un soutien.

La couverture par les Services d'information de l'IIDD des réunions régionales africaines est soutenue par des subventions accordées par le Ministère de la coopération économique et du développement (BMU) de l'Allemagne, par le Department of Environmental Affairs and Tourism de l'Afrique du Sud et par le Centre de recherches pour le développement international du Canada.

Changements climatiques

On ne s'ennuie jamais dans le domaine mouvant des politiques en matière de climat. L'arrivée de l'administration Obama à Washington a insufflé une bouffée d'air frais et d'énergie positive particulièrement bienvenues, et essentielles, alors que la communauté internationale entame les négociations cruciales menant à la 15^e Conférence des Parties de la CCNUCC qui aura lieu en décembre à Copenhague. C'est là que le cadre du régime climatique mondial de l'après-2012 sera déterminé (il faut l'espérer). Pourtant, les attentes sont déjà ternies par les réalités dominantes aux États-Unis. Nous risquons de constater des objectifs de réduction des émissions limités ne reflétant pas les réductions à grande échelle qui, de l'avis d'une communauté scientifique de plus en plus inquiète, devraient être immédiatement mises en œuvre.

Nous sommes donc dans une situation où nous devons poser la barre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre au point d'équilibre parfait : pas trop haute pour ne pas essuyer le refus des principaux pays en cause, pas trop basse pour ne pas risquer de déclencher un processus de changements climatiques qui menace à la fois notre capacité d'adaptation, la vie et les moyens d'existence de millions de personnes dans le monde en développement.



Il n'existe pas de réponse toute faite et l'issue de la réunion de Copenhague est incertaine. Cependant, il est manifeste que nous devons nous assurer que les changements climatiques font l'objet d'une politique, non pas distincte et autonome, mais bien intimement liée à l'adoption d'énergies propres à l'échelle mondiale, et à un avenir durable. Ce changement a des implications considérables pour l'industrie et pour nos modes de vie. Pourtant, il suffit d'envisager les austères conséquences de l'absence de changement pour se rendre compte de l'urgence de la nécessité d'agir.

« Nous risquons de constater des objectifs de réduction des émissions limités ne reflétant pas les réductions à grande échelle qui [...] devraient être immédiatement mises en œuvre. »



John Drexhage, directeur, Changements climatiques et énergie

- 1 Le Dr Jeffrey Sachs économiste (droite) et Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la CCNUCC se partagent la scène lors d'un événement intitulé : « The Kyoto Mechanisms – Key to Combating Climate Change? » Le programme a été diffusé en direct sur le Web et présenté par l'IIDD et The Earth Institute à la Columbia University à New York en octobre 2008. Photo : Mark Inglis, The Earth Institute.
- 2 Anne Hammill (droite) de l'IIDD a participé à la séance d'ouverture de haut niveau de l'atelier de formation international conjoint IIDD-CARE sur l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans le développement au Niger (novembre 2008). Photo par Angie Dazé.



Nous tenons à souligner le soutien dont ont bénéficié en 2008-2009 nos travaux au chapitre des Changements climatiques et énergie grâce à la générosité des donateurs suivants :

| | |
|---|--|
| Agriculture et Agroalimentaire Canada | Organisation de coopération et de développement économiques |
| Conseil international du Canada | Province de l'Alberta |
| CARE International | Province de la Colombie-Britannique |
| Climate Change Central | Province du Manitoba |
| ConocoPhillips Canada | Province d'Ontario |
| ÉcoRessources | Ministère royal des Affaires étrangères du Danemark |
| Enbridge Inc. | Shell Canada |
| Environnement Canada | Suncor Energy Inc. |
| German Marshall Fund des États-Unis | Ministère des Affaires étrangères suédois |
| Graymont Ltd. | Direction du développement et de la coopération de la Suisse |
| INFRAS Consulting Group for Policy Analysis and Implementation | TransCanada Corporation |
| Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (France) | Programme des Nations Unies pour le développement |
| Institute of Development Studies | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| Centre de recherches pour le développement international (Canada) | Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche |
| Institut coréen pour la politique économique internationale | Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets |
| Manitoba Hydro | Western Governors' Association |
| Norwegian Agency for Development Cooperation | |

2

et énergie

Points saillants de 2008-2009

■ Nous avons été invités à devenir l'un des organes consultatifs d'experts de la Western Climate Initiative (WCI) pour l'élaboration et la mise en œuvre de son ensemble de réglementations portant sur les émissions de gaz à effet de serre. La WCI regroupe sept États américains et quatre provinces canadiennes.

■ Nous poursuivons nos travaux sur le concept futur du régime climatique international pour informer les décideurs canadiens et internationaux des nouvelles tendances, des options pour amener les pays développés et en développement à participer, et des possibles structures de gouvernance. (www.iisd.org/climate/kyoto)

■ Nous examinons les façons dont l'agriculture peut efficacement être incluse dans un régime climatique de l'après-2012 en tenant compte des préoccupations des pays tant en développement que développés, et d'un cadre suggéré pour l'approche canadienne de l'agriculture dans les négociations de la CCNUCC. (www.iisd.org/climate/kyoto)

■ Nos travaux en collaboration avec le gouvernement du Manitoba se poursuivent pour aider la province à devenir un chef de file dans le

domaine de la réponse face aux changements climatiques en appuyant sa participation à la WCI et la mise en œuvre de son plan d'action pour les changements climatiques (Climate Change Action Plan).

■ Nous avons créé un nouveau partenariat avec le Pembina Institute for Appropriate Development et la McCall-MacBain Foundation afin de chercher des moyens pour le Canada de devenir un partenaire plus efficace pour élaborer une solide et crédible réponse nord-américaine au défi des changements climatiques.

■ Nous continuons à œuvrer activement aux côtés des provinces canadiennes (Colombie-Britannique, Alberta, Manitoba, Ontario, Québec, Nouvelle-Écosse et Terre-Neuve) et d'acteurs influents du secteur privé, leur fournissant des mises à jour sur les faits pertinents à l'échelle nationale et internationale.

■ Nous recherchons les façons dont les politiques commerciales et d'investissement pourraient servir les objectifs en matière de changements climatiques, attirant plus particulièrement l'attention sur leurs implications pour les pays en développement. (www.iisd.org/trade/crosscutting)

■ Nous collaborons avec des experts des pays en développement et du gouvernement du Danemark afin d'élaborer des principes directeurs pour la gestion des terres et de l'eau qui réalisent la promotion du développement durable et de l'adaptation aux changements climatiques. Nous préconiserons l'inclusion de ces principes dans l'accord découlant de la CdP-15 et leur utilisation par la communauté du développement.

■ Nos travaux liés au projet d'outil CRISTAL (Climate Risk Screening Tool – Adaptation and Livelihoods) ont continué à accroître la capacité des organisations d'aide au développement d'incorporer l'adaptation aux changements climatiques dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets et programmes. (www.cristaltool.org)

■ Nous avons entrepris une étude fondée sur des recherches pratiques qui examine ce que pourraient signifier les changements climatiques pour la paix et la sécurité au Moyen-Orient et détermine des stratégies qui pourraient être mises en œuvre pour répondre à ces menaces. Nous avons, en outre, réalisé une étude fondée sur des travaux théoriques, portant sur les changements climatiques et la sécurité en Afrique qui a servi de point de départ pour les discussions qui ont eu lieu lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Afrique du Nord à Copenhague en mars 2009. (www.iisd.org/security/es/climate)

La campagne de capitalisation avance à grands pas

1,6 million de dollars recueillis à la fin de l'exercice

Centrant ses efforts sur l'innovation, la campagne de capitalisation de l'IIDD, *Bridging the Gap between Knowing and Doing* a continué sa fructueuse progression : au 31 mars 2009, 1,6 million de dollars avaient été donnés ou promis.

Soutenus par un apport majeur de Manitoba Hydro, les efforts de financement de l'Institut pour 2008-2009 ont fait l'objet d'un solide soutien du personnel, des associés, des administrateurs et des anciens des programmes pour la jeunesse.

« Nous sommes immensément reconnaissants envers tous nos donateurs pour leur généreux soutien, qu'ils soient des particuliers ou des sociétés quelle que soit leur taille » a déclaré Charles Loewen, président de la Campagne « et encore plus compte tenu des difficultés économiques actuelles. »

Avec un objectif total de 5 millions de dollars canadiens au cours des trois prochaines années, le secteur du financement de l'IIDD centre ses efforts sur les quatre domaines revêtant une importance stratégique : Changements climatiques et énergie, le Centre d'innovation pour le leadership en matière de durabilité, le Fonds d'innovation, et le Fonds d'initiatives communautaires.

Programme Gestion durable des ressources naturelles : Centre d'innovation pour l'eau (CIE)

Pratiquement toute forme de vie sur terre dépend de l'eau pour sa survie, cette même eau qui demeure une ressource mondiale en proie à un stress extrême. La surconsommation, un excès d'éléments nutritifs provenant de sources municipales et agricoles ainsi que les impacts des changements climatiques sont les causes de ce stress. Pour corriger cette situation et répondre à la nécessité de créer un lien entre d'une part les marchés et les technologies environnementales et, d'autre part la gestion des bassins hydrologiques, l'IIDD établira le Centre d'innovation pour l'eau (CIE) dans le cadre de sa campagne de capitalisation.

Le Centre dont le siège sera à Winnipeg, est doté d'une équipe d'experts de renommée mondiale dans le domaine de l'eau, y compris l'équipe du programme de l'IIDD Gestion durable des ressources naturelles. Le CIE est voué à la protection et à la préservation de la ressource la plus précieuse du monde : l'eau. C'est en réalisant la promotion à l'échelle mondiale des approches de développement durable applicables à l'eau qu'il s'acquittera de sa mission.

« Manitoba Hydro est fière de s'être associée à l'IIDD pour établir le Centre d'innovation pour l'eau. Nous partageons la vision de l'Institut de protection et de préservation de l'eau au Manitoba, au Canada et dans le monde. »

—Bob Brennan, président et chef des opérations, Manitoba Hydro



1

Pour obtenir de plus amples renseignements concernant les efforts déployés par l'IIDD pour protéger et préserver l'eau, veuillez vous rendre à la page 18.

Programme Changements climatiques et énergie

Changements climatiques et énergie demeure l'une des principales priorités de la campagne de financement. Des fonds seront imputés aux efforts déployés par l'Institut dans le domaine des changements climatiques pour promouvoir des réponses de politique conçues pour faire avancer les économies vers un avenir fondé sur des énergies à faible rendement en carbone et pour se préparer aux effets des changements climatiques.

Les exemples actuels de projets entrepris par Changements climatiques et énergie incluent un nouveau partenariat avec le Pembina Institute for Appropriate Development et la McCall MacBain Foundation pour rechercher des moyens pour le Canada de devenir un partenaire plus efficace pour élaborer une réponse nord-américaine aux changements climatiques, examiner la façon dont l'agriculture peut être intégrée dans un régime climatique de l'après-2012, et œuvrer à la conception future du régime climatique international.



« Nous sommes immensément reconnaissants envers tous nos donateurs pour leur généreux soutien, qu'ils soient des particuliers ou des sociétés quelle que soit leur taille. »

—Charles Loewen, président de la campagne de capitalisation

Centre d'innovation pour le leadership en matière de durabilité (CILD)

Le thème de l'innovation est également l'un des éléments de cette portion de la campagne de capitalisation. Lancé par l'IIDD il y a 10 ans sous le nom de Programme de stage pour les jeunes, le nouveau Centre d'innovation pour le leadership en matière de durabilité (CILD) préparera une nouvelle génération de leaders novateurs dans le domaine de la durabilité.

Inspirer et préparer une nouvelle génération de leaders dans le domaine de la durabilité qui ont entre 20 et 30 ans pour qu'ils effectuent un changement réel et systémique vers un avenir durable, telle est la vision du CILD. Conçu pour identifier les caractéristiques, lacunes et défis principaux, le CILD est un programme de leadership en matière de durabilité souple et novateur destiné aux leaders de demain.

Le Fonds d'innovation

Parce que tous les travaux réalisés par l'IIDD sont fondés sur la notion d'innovation, l'Institut a mis sur pied le Fonds d'innovation en 2004. Depuis lors, le Fonds a appuyé un vaste éventail de projets, y compris une étude portant sur les liens entre l'environnement et la sécurité humaine au Soudan et en Chine, une analyse de la stratégie de réduction de la pauvreté du Kenya qui démontre l'interdépendance entre le développement humain et les services écosystémiques, ainsi qu'un examen et une évaluation des lois, directives et politiques qui encouragent l'approvisionnement public durable en partenariat avec The Energy and Resources Institute en Inde.

Le Fonds d'initiatives communautaires

Le partenariat de l'IIDD avec Centraide de Winnipeg a poursuivi ses travaux pour créer un système d'indicateurs communautaires unique en son genre pour mesurer les progrès réalisés au niveau de la qualité de la vie de la population de la ville et en rendre compte. Il recueillera, analysera et interprétera les données et rendra compte régulièrement à la communauté de Winnipeg de ses conclusions, y compris celles concernant les progrès réalisés pour atteindre l'objectif de développement durable.

Nos sincères remerciements à ceux qui soutiennent la campagne de capitalisation de l'IIDD.

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec :

Sue Barkman, directrice, Développement et relations communautaires | sbarkman@iisd.ca

Rick Groom, agent du développement et des communications | rgroom@iisd.ca

Prochaines étapes essentielles

Comment faire avancer le développement durable

Le personnel de l'IIDD s'exprime au sujet de ce qu'il faudrait qu'il se passe pour que le développement durable fasse un bond en avant.

Établir un réel bilan de santé qui tiendrait compte des conditions de bien-être physique, qualitatif et financier des cinq valeurs immobilisées d'une nation que sont le capital humain, social, naturel, structurel et financier, c'est la façon la plus fondamentale dont les gouvernements des pays du monde pourraient s'engager envers la durabilité. Ces cinq éléments constituent la véritable richesse des nations qui sous-tend un authentique bonheur. En anglais ancien, le terme « wealth » (richesse) signifie « the conditions of well-being » (les conditions du bien-être). Les nations fonctionnent aujourd'hui sans bilan exact, centrant leurs efforts sur le PNB comme outil unique pour guider leur cheminement économique. Il faudrait définir, et mesurer, la durabilité de façon plus large; se demander si les cinq valeurs immobilisées prospèrent, profitant ainsi aux générations actuelles et futures, sans oublier de tenir compte des dettes non provisionnées à l'égard du bien-être actuel et futur.

Mark Anielski, associé de l'IIDD



Suite à la prochaine page

Les « biens et services écologiques » (BSE) sont les avantages que toutes les formes de vie tirent d'écosystèmes sains tels que l'air pur et une abondance d'eau douce (bien) et la pollinisation des récoltes et l'alimentation d'une nappe souterraine (services). Les BSE sont un puissant outil et une façon de plus en plus importante de comprendre la conservation et d'élaborer les politiques. Je pense que les prochaines étapes essentielles pour l'utilisation des BSE en vue de la réalisation du développement durable sont les suivantes.

Économie : Nous devons comprendre que les BSE ont une valeur monétaire. Cela permettra de prendre des décisions en connaissance de cause dans le domaine des investissements et des politiques.

Social : Nous devons comprendre l'importance des BSE en tant qu'outil pour donner une voix à ceux qui n'en ont pas, les pauvres des régions rurales qui sont les gardiens non reconnus de l'écosystème.

Environnement : L'emploi des BSE nous permet tout simplement de renforcer les raisons sous-tendant la conservation et la gestion adaptative de notre capital naturel et de les appuyer avec des données économiques saines.

Dimple Roy, gestionnaire de programme



L'Internet est devenu le moyen de communication le plus important pour rassembler les connaissances mondiales et coordonner les mesures. Rendue possible par l'existence de normes ouvertes et inclusives qui ont guidé son développement pratiquement libre de toute intervention gouvernementale, la facilité avec laquelle les utilisateurs peuvent communiquer librement et échanger des renseignements est l'une des pierres angulaires de l'Internet. Cependant, certains gouvernements restreignent déjà l'accès à l'Internet, ou menacent de le faire, et cela même dans les sociétés démocratiques, sous couvert de lutter contre le terrorisme et le piratage du contenu. À mon avis, il est crucial de veiller à ce que la connectivité mondiale continue à s'élargir, particulièrement vers ceux qui sont privés du droit de vote, sans être limitée par les contrôles malavisés des gouvernements et des entreprises. L'absence de réelle connectivité réduira la capacité des gens à collaborer pour réaliser le développement durable au moyen de projets collaboratifs, mettre en place des réseaux qui transcendent les différences géographiques, linguistiques et culturelles, et créer un dialogue interactif entre chercheurs, praticiens, citoyens et décideurs.

Tony Vetter, agent de projet



Il nous faut être réalistes à propos des « emplois verts » et de la mesure dans laquelle ils pourraient être utiles dans une ère de vie durable. La simple création de ces emplois des gouvernements qu'ils engagent des dépenses d'incitation supplémentaires comportant le risque de création de niveaux d'endettement non durables à la charge des générations futures. Qui plus est, ces emplois verts ne vont sans doute pas augmenter les débouchés d'emploi nets mais plutôt compenser les pertes d'emplois actuelles.

Il serait plus durable de centrer les efforts sur des stratégies de recyclage et de perfectionnement professionnels afin de produire un effectif souple et dynamique de façon plus générale.

Oshani Perera, agente de programme



Je suis entré à l'IIDD en octobre 2008, quelques jours à peine avant l'élection de Barack Obama. Le changement de cap de la politique des États-Unis en matière de changements climatiques a influencé mon travail et a mis en évidence l'importance du rôle que joueront les É.-U. dans l'élaboration du régime climatique mondial de l'après-2012. Il est essentiel d'établir de solides politiques de réduction des émissions aux É.-U. pour atteindre un taux important de réduction à l'échelle mondiale étant donné que ces politiques influenceront les plans d'autres pays qui causent des émissions majeures tels que la Chine, le Japon et le Canada. L'administration Obama a fait preuve d'une grande vigueur dans ce domaine, collaborant très activement avec ses alliés pour faire adopter par le Congrès la législation sur les plafonds et échanges de crédits et autres initiatives dans le domaine du climat.

Cependant, leur succès n'est pas assuré étant donné le poids de l'opposition et des enjeux extrêmement élevés. Le succès ou l'échec de la mise en oeuvre de la politique sur les changements climatiques par le gouvernement américain définira le régime climatique de l'après-2012.

Philip Gass, agent de projet



Les négociations internationales sur les changements climatiques sont à une étape cruciale. En décembre 2009, des diplomates se rencontreront à Copenhague pour tenter de sceller une nouvelle donne mondiale. Les preuves scientifiques de l'urgence de la nécessité de prendre des mesures sont maintenant irréfutables, la nécessité de l'établissement d'un solide accord international à l'issue de la réunion de Copenhague ne saurait être plus pressante. À la science s'oppose l'enjeu d'amener presque 200 nations à un consensus politique au sujet de l'un des défis les plus complexes et difficiles à relever qu'ait connus l'humanité. Les Services d'information de l'IIDD ont pour objectif de soutenir ces efforts diplomatiques par la transparence et une responsabilisation accrue. Depuis notre couverture au début des années 1990, nous avons étendu nos comptes rendus et renforcé notre équipe de spécialistes du climat qui travaillent dans les équipes du BNT. En 2008, nous avons également lancé notre flux de nouvelles quotidien, Climate-L.org, pour compléter les travaux réalisés par les équipes du BNT lors des conférences.

Chris Spence, directeur adjoint, Services d'information de l'IIDD; gestionnaire de l'équipe du climat du BNT



Rapport des vérificateurs

Aux membres de l'Institut international du développement durable

Nous avons vérifié le bilan consolidé de l'Institut international du développement durable au 31 mars 2009 et les états consolidés des résultats, de l'évolution des actifs nets et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de l'Institut. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

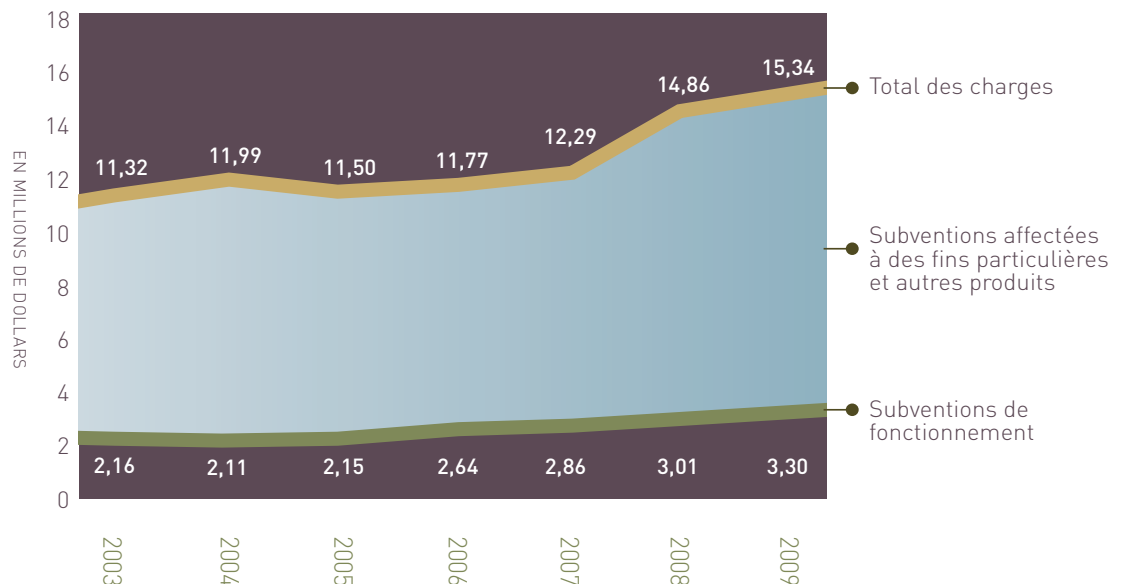
Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'Institut au 31 mars 2009 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Deloitte + Touche s.r.l.

Comptables agréés
Winnipeg (Manitoba)
Le 12 mai 2009

2003–2009 évolution du financement de l'IIDD



Bilan consolidé

31 mars 2009

| | 2009 | 2008 |
|--|---------------|---------------|
| ACTIF | | |
| À COURT TERME | | |
| Trésorerie | 2 447 317 \$ | 1 592 542 \$ |
| Titres négociables | 8 035 878 | 7 923 045 |
| Débiteurs | 7 734 176 | 7 747 287 |
| Frais payés d'avance et dépôts | 421 867 | 148 889 |
| | 18 639 238 | 17 411 763 |
| IMMOBILISATIONS | | |
| | 363 747 | 432 536 |
| | 19 002 985 \$ | 17 844 299 \$ |
| PASSIF | | |
| À COURT TERME | | |
| Créditeurs et charges à payer | 1 789 305 \$ | 1 653 513 \$ |
| Produits reportés | 8 911 755 | 7 967 108 |
| | 10 701 060 | 9 620 621 |
| ACTIFS NETS | | |
| Actifs nets investis en immobilisations | 363 747 | 432 536 |
| Réserve pour création de programmes | 4 595 558 | 4 754 179 |
| Réserve pour développement à long terme | 460 759 | 833 481 |
| Fonds d'innovation | 29 743 | 45 764 |
| Fonds de campagne | 30 351 | 31 453 |
| Actifs de fonctionnement nets non affectés | 2 821 767 | 2 126 265 |
| | 8 301 925 | 8 223 678 |
| | 19 002 985 \$ | 17 844 299 \$ |

État consolidé des résultats

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

| | 2009 | 2008 |
|---|---------------------|---------------------|
| PRODUITS | | |
| Subventions affectées à des fins particulières | 11 231 702 \$ | 11 836 739 \$ |
| Subventions de fonctionnement | 3 301 532 | 3 013 569 |
| Fonds d'innovation | 77 969 | 107 328 |
| Intérêts | 352 496 | 363 352 |
| Autres produits | 488 681 | 278 519 |
| TOTAL DES PRODUITS | 15 452 380 | 15 599 507 |
| CHARGES | | |
| Projets | | |
| Commerce et investissement | 4 799 502 | 4 845 587 |
| Services de production de rapports | 3 200 419 | 3 086 864 |
| Changements climatiques et énergie | 1 989 601 | 1 612 038 |
| Gestion durable des ressources naturelles | 1 356 237 | 1 459 297 |
| Connectivité mondiale | 1 009 373 | 941 323 |
| Mesures et indicateurs | 834 819 | 945 921 |
| Création de nouveaux projets | 177 848 | 82 485 |
| Fonds d'innovation | 80 168 | 109 715 |
| Politique économique | 2 747 | 48 787 |
| | 13 450 714 | 13 132 017 |
| Administration | 957 869 | 872 747 |
| Financement, publication et communications | 744 451 | 694 687 |
| Conseil d'administration | 183 976 | 157 138 |
| TOTAL DES CHARGES | 15 337 010 | 14 856 589 |
| EXCÉDENT DES PRODUITS SUR LES CHARGES | 115 370 | 742 918 |
| MONTANT AFFECTÉ AUX ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS | | |
| Actifs nets investis en immobilisations | 68 789 | 32 060 |
| Réserve pour création de programmes | 138 621 | 82 485 |
| Réserve pour développement à long terme | 372 722 | 169 655 |
| AUGMENTATION DES ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS | 695 502 | 1 027 118 |
| ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS AU DÉBUT | 2 126 265 | 1 099 147 |
| ACTIFS DE FONCTIONNEMENT NETS NON AFFECTÉS À LA FIN | 2 821 767 \$ | 2 126 265 \$ |

Accords de financement

Subventions affectées à des fins particulières L'IIDD reçoit des fonds de divers organismes publics et privés dans le but de financer des projets précis visant la poursuite de ses objectifs stratégiques. Ces projets peuvent s'échelonner sur une période supérieure à un an. Les subventions accordées connexes sont comptabilisées lorsque les accords de financement sont conclus, et elles sont constatées dans les produits à mesure que les projets sont réalisés. Le tableau comparatif suivant résume les engagements relatifs aux subventions affectées à des fins particulières au cours de l'exercice :

| | Subventions selon les accords | |
|------------------------------|-------------------------------|-----------|
| | 2009 | 2008 |
| (en milliers de dollars) | | |
| Gouvernements et organismes | | |
| canadiens | 2 750 \$ | 2 795 \$ |
| internationaux | 7 315 | 5 840 |
| | 10 065 | 8 635 |
| Organismes des Nations Unies | 801 | 715 |
| Organismes internationaux | 306 | 509 |
| Fondations philanthropiques | 604 | 237 |
| Secteur privé et autres | 681 | 1 073 |
| | 12 457 \$ | 11 169 \$ |

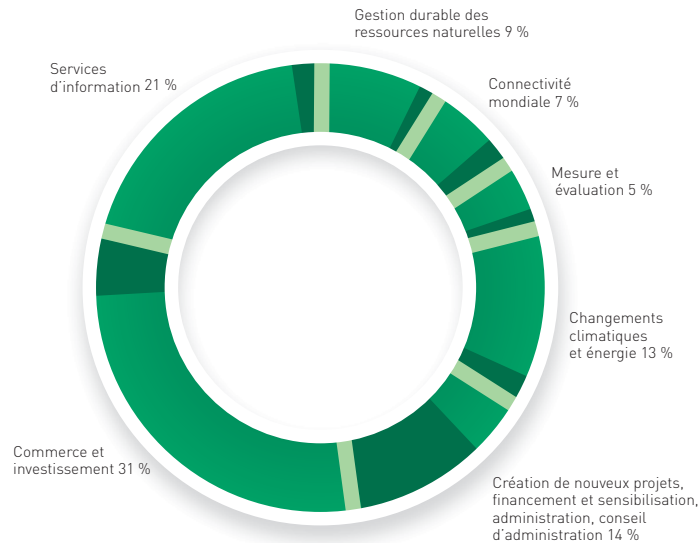
Les subventions affectées à des fins particulières et les autres produits, qui englobent les ventes de publications, le recouvrement des coûts et, en ce qui a trait aux postes Administration et financement, publication et communications, le gain net de change non réalisé au 31 mars d'un montant de 402 000 \$ (gain de 50 000 \$ en 2008), sont ventilés par secteur d'activité comme suit :

| Secteurs d'activité | Autres produits | Fonds d'innovation (en milliers de dollars) | Subventions affectées à des fins particulières | Total |
|--|-----------------|--|--|-----------|
| | | | (en milliers de dollars) | |
| Commerce et investissement | 19 \$ | – \$ | 3 961 \$ | 3 980 \$ |
| Services de production de rapports | – | – | 2 905 | 2 905 |
| Changements climatiques et énergie | 19 | – | 1 712 | 1 731 |
| Gestion durable des ressources naturelles | 2 | – | 1 172 | 1 174 |
| Connectivité mondiale | 5 | – | 748 | 753 |
| Mesures et indicateurs | 3 | – | 684 | 687 |
| Administration, création de nouveaux projets, financement, publication et communications | 440 | – | 50 | 490 |
| | 488 | – | 11 232 | 11 720 |
| Fonds d'innovation | – | 78 | – | 78 |
| | 488 \$ | 78 \$ | 11 232 \$ | 11 798 \$ |

Subventions de fonctionnement L'IIDD a conclu avec Environnement Canada un accord d'une durée d'un an, soit du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009. Le précédent accord de financement d'une durée de trois ans conclu avec l'Agence canadienne de développement international (l'« ACDI »), lequel est arrivé à échéance le 31 mars 2008, a été augmenté de 719 000 \$ et prorogé de six mois, soit jusqu'au 30 septembre 2008. Par la suite, un nouvel accord de 18 mois a été conclu avec l'ACDI pour un total de 2,28 M\$. L'accord conclu avec l'ACDI procure à l'IIDD des subventions de fonctionnement et l'accord conclu avec Environnement Canada procure à l'IIDD une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités du Canada. L'IIDD a des accords de financement avec le gouvernement du Manitoba et le Centre de recherches pour le développement international (le « CRDI ») pour des périodes de cinq et six ans se terminant le 31 mars 2011 et le 30 juin 2012, respectivement. Ces deux accords procurent également une combinaison de subventions de fonctionnement et d'apports à la recherche répondant aux intérêts et aux priorités des bailleurs de fonds.

Le financement lié aux subventions de fonctionnement se résume comme suit :

| | Subventions selon les accords | Subventions comptabilisées | | Engagement de subventions résiduel |
|--|-------------------------------|----------------------------|----------------------|------------------------------------|
| | | Exercices antérieurs | Exercices antérieurs | |
| (en milliers de dollars) | | | | |
| Gouvernement du Canada | | | | |
| Environnement Canada | 500 \$ | 500 \$ | – \$ | – \$ |
| Agence canadienne de développement international | 7 279 | 1 479 | 4 280 | 1 520 |
| Gouvernement du Manitoba | 4 186 | 837 | 1 674 | 1 675 |
| Centre de recherches pour le développement international | 1 907 | 485 | 282 | 1 140 |
| Produits tirés des subventions de fonctionnement | 13 872 \$ | 3 301 \$ | 6 236 \$ | 4 335 \$ |

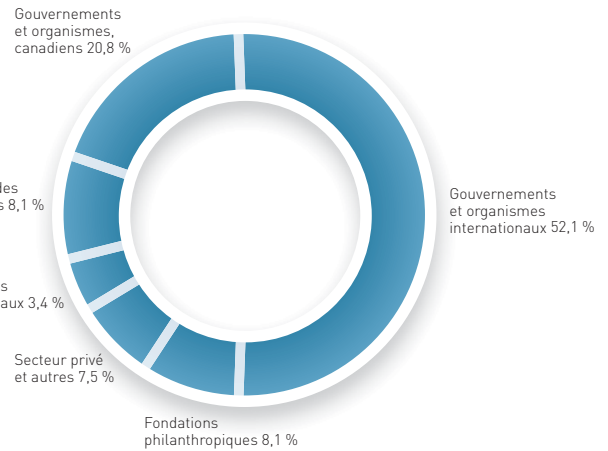


Produits et charges par catégorie de projets en 2008-2009

Total des charges 15 337 010 \$

Financé au moyen de ce qui suit :

- Subventions de fonctionnement
- Subventions affectées à des fins particulières et autres produits



Subventions affectées à des fins particulières, par donateur 2008-2009

Total des subventions affectées à des fins particulières 11 231 702 \$

Annexe consolidée du fonctionnement par secteur d'activité (en milliers de dollars) Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

| | Commerce et investissement | Services de production de rapports | Changements climatiques et énergie | Gestion durable des ressources naturelles | Connectivité mondiale | Mesures et indicateurs | Création de nouveaux projets | Fonds d'innovation | Politique économique | Administration | Financement, publication et communications | Conseil d'administration | Total 2009 | Total 2008 |
|---|----------------------------|------------------------------------|------------------------------------|---|-----------------------|------------------------|------------------------------|--------------------|----------------------|----------------|--|--------------------------|------------|------------|
| Produits | 3 980 \$ | 2 905 \$ | 1 731 \$ | 1 174 \$ | 753 \$ | 687 \$ | 39 \$ | 78 \$ | – \$ | 432 \$ | 19 \$ | – \$ | 11 798 \$ | 12 223 \$ |
| Personnel | 2 327 | 958 | 1 277 | 898 | 509 | 533 | 64 | 42 | 1 | 705 | 453 | – | 7 767 | 7 170 |
| Collaborateurs | 1 261 | 911 | 154 | 190 | 235 | 113 | 57 | 20 | – | 48 | 76 | – | 3 065 | 3 023 |
| Déplacements | 526 | 979 | 240 | 76 | 135 | 79 | 30 | 14 | – | 48 | 31 | – | 2 158 | 2 409 |
| Loyer | 150 | 106 | 67 | 47 | 28 | 27 | – | – | – | 34 | 25 | – | 484 | 454 |
| Fournitures et autre matériel | 142 | 86 | 70 | 40 | 24 | 24 | 4 | 4 | – | 51 | 46 | – | 491 | 456 |
| Publications | 74 | 42 | 32 | 8 | 11 | 14 | – | – | – | 13 | 51 | – | 245 | 299 |
| Amortissement des immobilisations | 58 | 54 | 28 | 27 | 13 | 14 | – | – | 2 | 20 | 22 | – | 238 | 230 |
| Réunions | 200 | – | 65 | 50 | 30 | 6 | 21 | – | – | 15 | 25 | – | 412 | 388 |
| Télécommunications | 39 | 57 | 46 | 15 | 21 | 21 | 1 | – | – | 18 | 11 | – | 229 | 213 |
| Conseil d'administration | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | – | 184 | 184 | 157 |
| Documents de recherche | 22 | 7 | 11 | 5 | 4 | 4 | 1 | – | – | 6 | 4 | – | 64 | 58 |
| Total des charges | 4 799 | 3 200 | 1 990 | 1 356 | 1 010 | 835 | 178 | 80 | 3 | 958 | 744 | 184 | 15 337 | 14 857 |
| Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières et autres produits | (819)\$ | (295)\$ | (259)\$ | (182)\$ | (257)\$ | (148)\$ | (139)\$ | (2)\$ | (3)\$ | (526)\$ | (725)\$ | (184) | (3 539) | (2 634)\$ |

Excédent des charges sur les subventions affectées à des fins particulières financées au moyen des éléments suivants :

| | | |
|--|---------------|---------------|
| Subventions de fonctionnement | 3 302 | 3 014 |
| Intérêts | 352 | 363 |
| Excédent des produits sur les charges | 115 \$ | 743 \$ |

Annexe consolidée des subventions affectées à des fins particulières (en milliers de dollars)

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009

Gouvernement du Canada (et organismes s'y rattachant)

| | | |
|---|----------|--|
| Centre de recherches pour le développement international (CRDI) | 1 000 \$ | |
| Environnement Canada | 264 | |
| Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) | 215 | |
| Agence canadienne de développement internationale (ACDI) | 148 | |
| Wildlife Conservation Society (WCS) | 122 | |
| Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international | 87 | |
| Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien (MAINC) | 81 | |
| Industrie Canada | 46 | |
| Ressources naturelles Canada | 24 | |
| Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie | 17 | |
| | 2 004 | |

Gouvernements provinciaux

| | | |
|----------------------|-----|--|
| Manitoba | 691 | |
| Alberta | 36 | |
| Colombie-Britannique | 16 | |
| Ontario | 3 | |
| | 746 | |

Gouvernements étrangers

| | | |
|--|-------|-------|
| Danemark | | |
| Ministère des Affaires étrangères du Royaume du Danemark | 1 936 | |
| Norvège | | |
| Agence norvégienne de développement et de coopération (NORAD) | 793 | |
| Mission permanente de la Norvège à Genève | 476 | |
| Ministère des Affaires étrangères | 147 | 1 416 |
| Suisse | | |
| Direction du développement et de la coopération (DDC) | 434 | |
| Secrétariat d'État à l'économie (SECO) | 397 | |
| Office fédéral de l'environnement (OFEV) | 46 | 877 |
| Royaume-Uni | | |
| Ministère du Développement international | 805 | |
| British Government for climate change | 31 | 836 |
| Suède | | |
| Ministère des Affaires étrangères | 621 | |
| Pays-Bas | | |
| Ministère de l'Agriculture, de la Nature et de la Qualité des aliments | 254 | |
| Agence d'évaluation environnementale | 140 | 394 |
| Allemagne | | |
| Ministère fédéral de l'Environnement | 122 | |
| Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (GTZ) | 50 | 172 |
| Italie | | |
| Ministère italien de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de la protection de la mer | 148 | |
| Commission européenne | 147 | |
| Espagne | | |
| Ministère espagnol de l'environnement | 146 | |
| Japon | | |
| Institut des stratégies environnementales mondiales (IGES) | 90 | |
| Institut de recherches sur l'industrie mondiale et le progrès social (GISPRI) | 38 | 128 |
| Finlande | | |
| Ministère des Affaires étrangères | 84 | |
| Ministère de l'Environnement | 23 | 107 |
| Turquie | | |
| Secrétariat du 5 ^e Forum mondial de l'eau | 106 | |
| France | | |
| Institut de l'Énergie et de l'Environnement de la Francophonie | 92 | |
| Taiwan | | |
| Bureau des forêts, Conseil de l'agriculture | 57 | |
| Nouvelle-Zélande | | |
| Ministère des affaires étrangères et du commerce | 41 | |

| | | |
|--|-------|--|
| Suriname | | |
| Gouvernement du Suriname | 31 | |
| Corée | | |
| Korean Institute for International Economic Policy | 27 | |
| Philippines | | |
| Initiative sur la pureté de l'air – Asie centrale | 16 | |
| Autriche | | |
| Ministère fédéral autrichien de l'agriculture, des forêts, Environment and Water Management de l'environnement et de la gestion des eaux | 14 | |
| Islande | | |
| Ministère islandais des Affaires étrangères | 3 | |
| | 7 315 | |

Organismes des Nations Unies

| | | |
|---|-----|--|
| Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ) | 599 | |
| Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) | 65 | |
| Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) | 41 | |
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) | 37 | |
| Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) | 34 | |
| Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) | 21 | |
| Autres (moins de 10 000 \$) | 4 | |
| | 801 | |

Organismes internationaux

| | | |
|--|-----|--|
| International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD) | 141 | |
| Institut international pour l'environnement et le développement (IIED) | 61 | |
| Agence de coordination du développement de la région du lac Balaton | 37 | |
| Conseil international du Canada (CIC) | 33 | |
| Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) | 20 | |
| Autres (moins de 10 000 \$) | 14 | |
| | 306 | |

Fondations philanthropiques

| | | |
|--|-----|--|
| CitiGroup Foundation | 154 | |
| The German Marshal Fund of the United States | 129 | |
| Rockefeller Brothers Funds | 123 | |
| Lodestar Foundation | 77 | |
| Charles Stewart Mott Foundation | 51 | |
| The Swedish Foundation for Strategic Environmental Research (MISTRA) | 39 | |
| PEW Charitable Trusts | 20 | |
| Autres (moins de 10 000 \$) | 11 | |
| | 604 | |

Secteur privé et autres

| | | |
|--|-----|-----------|
| Hivos | 125 | |
| Association des gouverneurs de l'Ouest | 110 | |
| Commission de coopération environnementale (CCE) | 77 | |
| ETH Domain | 74 | |
| Fédération canadienne des municipalités (FCM) | 66 | |
| The Aylmer Group | 33 | |
| Oxfam – Québec | 22 | |
| Forêt modèle de Prince Albert – caucus autochtone | 20 | |
| College of Marine & Earth Studies, University of Delaware | 17 | |
| Transcanada Corporation | 16 | |
| Serecon Management Consulting Inc. | 12 | |
| INFRAS Consulting Group for Policy Analysis and Implementation | 11 | |
| Shell Canada | 10 | |
| Conoco Phillips Canada | 10 | |
| Autres (moins de 10 000 \$) | 78 | |
| | 681 | |
| | | 12 457 \$ |